



CONSEIL COMMUNAL DU 27 JUIN 2019
GEMEENTERAAD VAN 27 JUNI 2019

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:15
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Affaires Générales - Algemene Zaken

1 Interpellation citoyenne "Plan de circulation rue Leclercq, rue Druetz, rue Vervaeck et sécurisation école Goudenregen"

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation citoyenne du 11 juin 2019, introduite par des habitants du quartier et représentés par Madame Hanuise :

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les échevins,
Mesdames et Messieurs les conseillers communaux,

Durant la réunion d'« information » du 27/05/2019 concernant la sécurisation de l'accès de l'école Goudenregen, deux solutions nous ont été présentées :

1. Une par l'école: une modification permanente des sens et bandes de circulations (cf. plan en annexe 1)
2. Une autre par Mme Y. (représentante du quartier au sein du comité de l'école, à quel titre cela n'est pas clair ???) : une «rue scolaire ».

Ces deux solutions ne nous convenant pas et, l'échevine de la mobilité, qui présidait la réunion ne paraissant pas être désireuse de tenir compte de notre avis, nous avons donc décidé de vous interpellier et de vous soumettre d'autres solutions alternatives. Celles-ci ne nous impacteraient aucunement tout en permettant la sécurisation de l'entrée de l'école, point dont nous comprenons le besoin pour les enfants et dont nous ne contestons pas la nécessité.

En vue de sécuriser l'accès de l'école Goudenregen, cette même école pourrait commencer par la mise en place au sein de son établissement les actions suivantes :

1. Un programme de formation et d'éducation des élèves afin de les sensibiliser aux problèmes de sécurité et de mobilité ainsi qu'aux solutions de ces problèmes. Cette éducation pourrait être dispensée par les enseignants et le directeur depuis la maternelle jusqu'à la fin de la 6^{ème} primaire tout en étant adaptée à chaque tranche d'âge et se poursuivre comme une formation continue.
2. Une information des parents d'élèves sur les problèmes de sécurité et de mobilité sous la forme par exemple de prospectus réalisés par l'école et les enfants et distribués aux parents. Cela traiterait des solutions à envisager mais aussi à appliquer par eux-mêmes et leurs enfants afin de réduire les risques pour les enfants de l'école (en ce y compris leurs propres enfants). La réduction des désagréments pour les habitants de la rue Vervaeck serait également traitée, par exemple en se garant correctement et en n'empiétant pas sur les trottoirs et garages.

3. Une gestion efficace de la zone « kiss and ride » assurée par les parents, le personnel de l'école ou encore les gardiens de la paix. Ceci afin de faciliter l'arrivée en voiture des parents tout en encourageant leur départ rapide afin d'éviter l'engorgement de cette zone.

4. un plan de déplacement scolaire qui mentionnera des actions claires pour la mobilité des enfants, des parents et des enseignants. Par exemple, y a-t-il des rangs encadrés par les enseignants afin d'accompagner les enfants vers des endroits stratégiques plus près de leurs domiciles ?

En vue de sécuriser l'accès de l'école Goudenregen, la commune pourrait étudier et prévoir :

1. un agrandissement de la zone « kiss and ride » en bas de l'actuelle zone (cf. plan en annexe 2)

2. la mise en place de potelets plastiques verts et réfléchissants sur la ligne blanche afin d'éviter que les parents ne la franchissent en dépassant ou en faisant demi-tour sur place (cf. plan en annexe 2)

2

3. la présence de plusieurs gardiens de la paix dont les injonctions sont à respecter car toutes celles-ci sont lancées pour assurer la sécurité des enfants

Si après toutes ces initiatives, la sécurité et la mobilité posent toujours un problème :

4. la mise en place de caméras de surveillance

5. la possibilité pour plusieurs gardiens de la paix de donner des amendes administratives pour incivilités ou mauvais stationnement comme cela se fait dans certaines communes (cf. Uccle et Anderlecht – voir liens en annexe 3) et la présence de ces agents sanctionneurs aux heures d'entrée et de sortie de l'école

6. la présence de façon régulière et impromptue de policiers afin de verbaliser les comportements inadéquats de parents qui mettent la sécurité des enfants en jeu

Il faut naturellement faire en sorte que tous les changements afin de promouvoir la sécurisation de l'accès à l'école Goudenregen ne se répercutent pas négativement sur les rues et habitants des rues avoisinantes. C'est un problème généré par les parents des élèves de l'école et il doit être résolu par des mesures de l'école et de la commune sans impacter tout le quartier.

La situation actuelle de l'avenue G. Leclercq, de la rue J. Druez et de la rue F. Vervaeck nous convient parfaitement tant du point de vue sens de circulation que du point de vue stationnement. Tout changement permanent et structurel pour résoudre un problème qui ne se pose en fait que pendant 2 fois 30 minutes du lundi au vendredi durant les semaines scolaires aura des répercussions négatives sur notre quartier résidentiel et ce tant en semaine que durant le weekend et les vacances scolaires. Il y a donc une claire démesure entre certaines mesures proposées et le problème à résoudre.

Outre des inconvénients permanentes pour les habitants, la mise en sens unique de certaines rues entraînerait :

1. une difficulté pour les camions poubelles d'entrer ou de sortir de notre quartier

2. une augmentation de la vitesse des autos et ce tous les jours de la semaine car lorsque les automobilistes savent que la rue est en sens unique ils roulent plus vite car ils ne risquent plus de devoir croiser un autre véhicule

3. la détérioration accélérée de la voirie par le passage d'un plus grand nombre de véhicules dans les rues à sens unique pour atteindre l'école

4. la difficulté pour les patients de professions libérales du quartier d'accéder à leur destination et de se garer

5. une difficulté ou impossibilité de sortir et d'entrer les véhicules de nos garages compte tenu du sens imposé de la rue et du stationnement des voitures de part et d'autre de ceux-ci

6. une augmentation des nuisances sonores, de sécurité et de santé (augmentation de la pollution)

Bien que comprenant le besoin de sécuriser l'entrée de l'école afin de protéger les enfants des incivilités de (leurs propres) parents mais n'ayant pas eu l'impression d'avoir été pleinement entendus lors de la séance d'« information » qui ressemblait à certains moments à un échange d'arguments préparés à l'avance et pré-convenus entre l'école, la représentante du quartier au sein du comité de l'école (sur base de quels critères???) et l'échevine de la mobilité nous souhaitons vous interpellier sur les points suivants :

1. ne serait-ce pas du bon sens et une gestion en bon père de famille que d'envisager et tester les solutions énumérées ci-dessus avant d'entamer des changements plus conséquents dans le quartier (changement payés par les habitants de la commune) ?

2. vu que le problème de sécurité est généré par les parents venant en autos et non par les riverains, n'est-il pas juste que la solution se focalise sur ces mêmes parents et l'école sans impacter négativement les riverains (donc pas de sens unique et ni de modifications structurelles)

3. comment justifiez-vous que nous trouvions trace d'une réponse apparemment datée (apparemment car pas clair sur le site communal) du 18/04/19 du Collège communal à une question de Mme Marie Fontaine (cf. annexe 4) relative à une solution de type « rue scolaire » puisque la réunion d' « information » n'a eu lieu que le 27 mai et que ni la commune ni l'école n'avait mentionné cette solution avant cette réunion ? Qui a fait la demande d'une telle rue et quand cette demande a-t-elle été formulée pour la première fois (formellement ou informellement). N'eût-il pas été nécessaire d'en informer au préalable les riverains comme cela est le cas dans une démocratie ? Démocratie=information neutre et complète des citoyens par ses responsables politiques élus, ce qui ne semble pas être 100% le cas ici au vu de ce document !

Nous espérons ne pas nous trouver devant une situation où tout serait déjà décidé avant même une information complète et un débat ouvert (ce dont on peut malgré tout douter au vu du document en annexe 4) mais si vous en veniez à envisager une période de test pour une « rue scolaire » dans la rue Vervaeck :

1. pourriez-vous prévoir un comptage des voitures avant et durant le test dans l'avenue G. Leclercq, de la rue J. Druetz et de la rue F. Vervaeck afin d'en déterminer l'impact de façon factuelle et neutre ?

2. merci de garantir la possibilité de sortie/entrée/passage pour les habitants de la rue F. Vervaeck à toute heure du jour

3. pourriez-vous prévoir des zones de stationnement et un nouveau « kiss and ride » à l'extérieur du périmètre de la rue fermée réservés pour les heures d'entrée et de sortie des enfants de l'école afin que les parents ne se garent pas devant les garages et/ou aux places des habitants de l'avenue G. Leclercq, de la rue J. Druetz et de la rue F. Vervaeck ?

4. pourriez-vous prévoir d'augmenter le nombre et la présence de gardiens de la paix afin de garantir le bon déroulement de la rue scolaire afin que des conflits et/ou des problèmes de sécurité ne se reportent pas dans les rues adjacentes ?

5. des aménagements de sécurité (passage pour piétons,...) sont-ils prévus aux autres carrefours du quartier ? (Georges Leclercq/Jan De Greef et Guy Mottard/Joseph Druetz)

6. pourriez-vous enfin prévoir bien à l'avance une séance d'information tant pour les parents que pour tous les riverains quant à l'usage d'une rue scolaire afin que les incivilités des parents ne se déplacent pas dans les autres rues du quartier ?

Sachez aussi que la rue scolaire n'est en tout cas pas pour nous une solution adéquate sans tous ces aménagements et sans avoir tester au préalable nos solutions alternatives.

J'espère donc que tous nos arguments seront écoutés, entendus et pris en compte au vu du nombre de signatures récoltées...

Interpellatie door burgers "Verkeersplan van Leclercqstraat, Druetzstraat, Vervaeckstraat en school beveiliging Goudenregenc"

De Raad neemt kennis van de interpellatie door burgers op 11 juni 2019 ingediend door de buurtbewoners en vertegenwoordigd door de mevrouw Hanuise evenals van het antwoordvoorstel dat zal worden gegeven tijdens de Gemeenteraad van 27.06.2019.

2 **Procès-verbal de la séance du Conseil Communal du 06.06.2019 - Approbation**

Le Conseil prend connaissance du projet de procès-verbal de la séance précédente, établi conformément à l'article 108 bis de la Nouvelle Loi Communale.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 06.06.2019 - Goedkeuring

De Raad neemt kennis van het ontwerp van proces-verbaal van de vorige zitting, dat opgesteld werd conform artikel 108 bis van de Nieuwe Gemeentewet.

1 annexe / 1 bijlage
PV 6.06.19.pdf

Affaires Générales - Algemene Zaken

3 **Arrêté d'Annulation - Modification du règlement des conditions de recrutement**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 21 février 2019 modifiant le Règlement sur les conditions de recrutement et promotion du personnel administratif, technique, ouvrier et de la bibliothèque ;

Vu l'arrêté de suspension du 11 avril 2019, référence 2994912150, de Bruxelles Pouvoirs Locaux – Service Public Régional de Bruxelles ;

Vu sa décision de maintenir la décision incriminée en date du 25 avril 2019 ;

Vu l'arrêté d'annulation du 29 mai 2019, référence 2994912150, de Bruxelles Pouvoirs Locaux – Service Public Régional de Bruxelles (voir annexe) ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998, modifiée en date du 18 avril 2002, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

DECIDE :

De prendre acte de l'arrêté d'annulation du 29 mai 2019, référence 2994912150, de Bruxelles Pouvoirs Locaux – Service Public Régional de Bruxelles.

Annuleringsopdracht - Wijziging van de verordening van wervingsvoorwaarden

DE RAAD,

Gezien zijn beslissing van 21 februari 2019 tot wijziging van de verordening betreffende de voorwaarden voor de werving en bevordering van het administratief, technisch, arbeids en

bibliotheekpersoneel;

Gelet op het besluit van schorsing van 11 april 2019, referte 2994912150, van Brussel Plaatselijke Besturen - Gewestelijke Overheidsdienst Brussel;

Gezien zijn beslissing om de aangevochte beslissing van 25 april 2019 te behouden;

Gelet op het besluit tot nietigverklaring van 29 mei 2019, referte 2994912150, van Brussel Plaatselijke Besturen - Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (zie bijlage);

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, gewijzigd op 18 april 2002, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST:

Kennis te nemen van het besluit tot nietigverklaring van 29 mei 2019, referte 2994912150, van Brussel Plaatselijke Besturen - Gewestelijke Overheidsdienst Brussel.

1 annexe / 1 bijlage

arrêté d'annulation - modifications règlement conditions recrutement.pdf

4 Nomination des représentants du Conseil communal dans les divers organismes intercommunaux et autres - Holding Communal

LE CONSEIL,

Considérant qu'en raison de l'installation du nouveau Conseil Communal il y a lieu de procéder à la désignation des délégués de la commune auprès des divers organismes intercommunaux et autres;

Attendu qu'il est approprié que ce soit l'Echevin des Finances qui représente la commune au sein du Holding Communal;

Considérant qu'il est souhaitable d'assurer la permanence de ces fonctions pour l'ensemble de la période prenant fin le 31 décembre 2024;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale;

Vu les statuts de cette intercommunale;

Vu les articles 94, 100, 101 et 120 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures;

D E C I D E :

1. Stéphane OBEID, Echevin, est désigné en qualité de représentant du Conseil Communal auprès du Holding Communal.

2. Cette désignation prend effet immédiatement et est valable jusqu'au 31 décembre 2024.

3. De transmettre la présente délibération au Holding Communal.

Benoeming van de vertegenwoordigers van de Gemeenteraad bij de verschillende intercommunales en andere instellingen - Gemeentelijk Holding

DE RAAD,

Overwegende dat het na de vernieuwing van de Gemeenteraad nodig is de vertegenwoordigers van de gemeente bij de verschillende intercommunales en andere organismen aan te stellen;

Aangezien dat het passend is dat het de Schepen voor Financiën is die de gemeente vertegenwoordigt bij de Gemeentelijke Holding;

Overwegende dat het wenselijk is de bestendigheid van deze functies te verzekeren voor een periode eindigend op 31 december 2024;

Gelet op de Ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de statuten van de Gemeentelijke Holding;

Gelet op de artikels 94, 100, 101 en 120 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de uitslag van de verschillende geheime stemmingen op stemmers;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en haar laterer wijzigingen;

B E S L U I T :

1. Stephane OBEID, Schepen, wordt aangesteld als kandidaat bestuurder bij de Gemeentelijke Holding.

2. Deze aanstelling is onmiddellijk van kracht en geldig tot 31 december 2024.

3. Deze beraadslaging door te sturen naar de Gemeentelijke Holding.

5 Lojega - Installation de caméras de surveillance - Autorisation

LE CONSEIL,

Considérant que le site des logements sociaux a déjà fait à plusieurs reprises l'objet d'actes de

vandalisme (e.a. voitures et poubelles incendiées);

Vu le courrier de la scrl Lojega du 8 mai 2019 (voir annexe) informant le Collège que le Conseil d'Administration de la scrl, lors de sa réunion du 25 avril 2019 a approuvé l'offre du CIRB pour le placement de caméras de surveillance sur le site des logements sociaux de Ganshoren, gérés par Lojega;

Attendu que lors de ce Conseil d'Administration, les administrateurs ont arrêté 7 endroits où ces caméras pourraient être placées (voir annexe);

Considérant que Lojega assumerait tous les coûts relatifs à ce placement de caméras;

Attendu que les images prises sur la voie publique seraient visionnées et gérées par les services de Police et que celles prises dans les zones privées seraient visionnées et gérées par Lojega avec prise de contrôle immédiat par les services de Police au besoin;

Attendu que l'accord du Conseil Communal est sollicité pour la pose du système de surveillance précité;

DECIDE :

1. De marquer son accord sur la pose de 7 caméras de surveillance sur le site de Lojega
2. D'approuver les endroits retenus par le Conseil d'Administration de Lojega

Lojega - Installatie van bewakingscamera's - Toelating

DE RAAD,

Aangezien de site van de sociale woningen reeds meerdere malen het doelwit werd van vandalenstreken (o.a. in brand gestoken auto's en vuilnisbakken);

Gelet op het schrijven van de cvba Lojega van 8 mei 2019 (zie bijlage) welke het College informeert dat de Beheerraad van de cvba, tijdens zijn vergadering van 25 april 2019, de offerte van het CIBG heeft aanvaard voor de plaatsing van bewakingscamera's op de site van de sociale woningen van Ganshoren, beheerd door Lojega;

Aangezien dat de beheerders, tijdens deze Beheerradd, 7 locaties hebben vastgesteld waar deze camera's zouden kunnen geplaatst worden (zie bijlage);

Aangezien Lojega zou instaan voor alle kosten verbonden aan de plaatsing van deze camera's;

Aangezien de beelden gemaakt op de openbare weg zouden bekeken en beheerd worden door de Politiediensten en dat deze gemaakt in de privé-zones zouden bekeken en beheerd worden door Lojega met onmiddellijke overname door de Politiediensten indien nodig;

Aangezien de toelating van de Gemeenteraad gevraagd wordt voor de plaatsing van dit bewakingssysteem;

BESLIST:

1. Zijn akkoord te verlenen aan het plaatsen van 7 bewakingscamera's op de site van Lojega
2. De door de Beheerraad van Lojega weerhouden locaties goed te keuren

2 annexes / 2 bijlagen

Lojega - placement.pdf, Lojega.pdf

Secrétariat Communal - Gemeentesecretariaat

6 Secrétaire Communal f.f. - Désignation de ses remplaçants en cas d'absence

Le Conseil,

Prend connaissance de la liste fournie par le service Ressources Humaines concernant les titulaires d'un niveau A statuaire pour le remplacement en cas d'absence du Secrétaire Communal f.f.

La liste des candidats est classé par année d'ancienneté :

Philippe LIBERT
Christophe DE WANNEMAERKER
Luc VAN UYTVANGHE
Nicole VAN DEN ABBEELE
Laurence MEERT

Monsieur Luc VAN UYTVANGHE à formulé par écrit qu'il ne souhaite pas être désigné comme remplaçant.

Madame Caroline THYSSENS fait aussi partie de cette liste mais ne peut cependant pas être en remplacement du Secrétaire Communal f.f. car cela engendrait un conflit d'intérêts avec son poste de Receveur Communal.

Décide :

- de désigner les personnes suivantes en cas d'absence de la Secrétaire Communal f.f. :
- Suite à la pension de M. VERVOORT en date du 1.05.19, le Collège nomme Madame D'Oosterlynck, Secrétaire Communal f.f. et ce jusqu'à l'entrée en fonction d'un nouveau Secrétaire Communal.

Gemeentesecretaris dd. - Aanwijzing van zijn vervangers in geval van afwezigheid

De RAAD,

Neemt kennis van de lijst die door de GRH diensten is verstrekt met betrekking tot de houders van een statuereeks A voor de vervanging in afwezigheid van de gemeentesecretaris ff.

De kandidatenlijst is ingedeeld naar jaar van anciënniteit:

Christophe DE WANNEMAEKER
Philippe LIBERT
Luc VAN UYTVANGHE
Nicole VAN DEN ABBEELE
Laurence MEERT

De heer Luc VAN UYTVANGHE heeft schriftelijk verklaard dat hij niet wenst te worden aangewezen als plaatsvervanger.

Mevrouw Caroline THYSSENS maakt ook deel uit van deze lijst, maar kan echter niet in de plaats komen van de gemeentesecretaris, aangezien dit een belangenconflict met haar functie, Gemeenteontvanger.

Besluit:

- wijst de volgende personen aan in geval van afwezigheid van de Gemeentesecretaris ff. ;
- Na het pensioen van dhr VERVOORT sinds 1.05.19, benoemt het College Mw D'OOSTERKYNCK, Gemeentesecretaris dd. tot het aantreden van een nieuwe Gemeentesecretaris

Divers - Diversen

7 **Proposition de motion - " Soutien à M. Hamid BABAEI ".**

Le Conseil,

Vu la proposition de motion relative au " Soutien à M. Hamid BABAEI ".

Décide,

- De nommer M. Hamid BABAEI, citoyen d'honneur de la Commune de Ganshoren.
- De transmettre cette délibération à Amnesty International Belgique et au Ministère Belge des Affaires étrangères.

Voorstel voor een motie - "Steun aan de heer Hamid BABAEI".

De Raad,

Gelet op het voorstel tot motie met betrekking tot " Steun aan dhr. Hamid BABAEI ".

Beslist,

- De motie goed te keuren
- De heer Hamid BABAEI aan te nemen als burger van de gemeente Ganshoren
- De overdracht van deze beraadslaging aan Amnesty International België en het Belgische Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Finances - Financiën

8 Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée – Compte 2018

LE CONSEIL,

Vu la décision de la Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée arrêtant le compte pour l'année 2018, sur base des montants ci-après :

Montant total des recettes :	224.112,80 EUR
Montant total des dépenses :	163.048,84 EUR

Résultat (Boni)	61.063,96 EUR
-----------------	---------------

Considérant qu'il n'y a pas d'intervention financière des communes faisant partie de la circonscription territoriale de ladite église ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

DECIDE :

1. D'aviser favorablement le compte 2018 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée.
2. De transmettre la présente délibération à l'autorité de Tutelle.

Kerkfabriek van de Geünieerde Anglicaanse Kerk – Rekening 2018

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Geünieerde Anglicaanse Kerk die de rekening afsloot voor het jaar 2018, op basis van de hiernavolgende bedragen:

Totaal bedrag van de ontvangsten :	224.112,80 EUR
Totaal bedrag van de uitgaven :	163.048,84 EUR

Uitslag (Boni)	61.063,96 EUR
----------------	---------------

Overwegende dat er geen financiële tussenkomst is van de gemeenten die deel uitmaken van de territoriale omschrijving van voormelde kerk;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

BESLUIT :

1. De rekening voor het jaar 2018 van de Kerkfabriek van de Geünieerde Anglicaanse Kerk gunstig te adviseren.

2. Deze beraadslaging aan de Toezichthoudende Overheid over te maken.

2 annexes / 2 bijlagen

FE Anglicane - Compte 2018 - concordance financière.pdf, FE Anglicane - Compte 2018.pdf

9 Fabrique d'Eglise Saint-Martin – Compte 2018

LE CONSEIL

Vu le compte 2018 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin, arrêté par le Conseil de Fabrique le 29 avril 2019;

Attendu que ce compte se résumait comme suit :

Montant total des recettes	:	51.452,34 EUR
Montant total des dépenses	:	47.588,49 EUR
<hr/>		
Résultat (Boni)		3.863,85 EUR

Attendu que la quote-part de la commune s'élève à 24.582,84 EUR ;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

DECIDE :

1. D'aviser favorablement le compte 2018 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin.
2. De transmettre la présente délibération à l'autorité de Tutelle.

Kerkfabriek Sint-Martinus – Rekening 2018

DE RAAD,

Gelet op de rekening 2018 van de Kerkfabriek Sint-Martinus, afgesloten door de Kerkraad op 29 april 2019;

Overwegende dat deze rekening als volgt zou kunnen worden samengevat:

Totaal bedrag van de ontvangsten	:	51.452,34 EUR
Totaal bedrag van de uitgaven	:	47.588,49 EUR
<hr/>		

Uitslag (Boni) 3.863,85 EUR

Overwegende dat het aandeel van de gemeente 24.582,84 EUR bedraagt ;

Gelet op de Wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

BESLUIT:

1. De rekening over het jaar 2018 van de Kerkfabriek Sint-Martinus gunstig te adviseren.

10 Fabrique d'Eglise Sainte-Cécile – Budget 2018 – Subside extraordinaire

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 29 mars 2018 relative au budget 2018 de la Fabrique d'Eglise Sainte-Cécile accordant notamment un subside extraordinaire de 5.000,00 EUR pour

- La réfection en profondeur de l'allée le long de l'église (art.59).
- La mise en conformité de l'église en matière de premiers secours et sécurité à l'évacuation (art.61d).

Considérant que les factures transmises par la Fabrique d'Eglise Sainte-Cécile font état d'un montant total de 2.398,36 EUR.(voir annexe).

Considérant que le financement de la dépense relative à ce subside extraordinaire se fera par un transfert du fonds de réserve extraordinaire (790/99551);

DECIDE :

D'approuver le montant du subside extraordinaire accordé à la Fabrique d'Eglise Sainte-Cécile pour l'exercice 2019, à savoir 2.398,36 EUR.

De financer la dépense relative au versement de ce subside extraordinaire, prévue à l'article 790/52252 du budget communal extraordinaire de l'exercice 2019, par un transfert du fonds de réserve extraordinaire (790/99551).

De transmettre la présente délibération à l'Autorité de Tutelle.

Kerkefabriek Sint-Cecilia – Begroting 2018 – Buitengewone toelage

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 29 maart 2018 betreffende de begroting 2018 van de Kerkefabriek Sint-Cecilia die onder andere een buitengewone toelage toekent van 5.000,00 EUR. voor :

- De grondige reparatie van de weg langs de kerk (art.59).
- De naleving voor de eerste hulpverlening en evacuatie van de kerk (art.61d).

Overwegende dat de facturen, overgemaakt door de Kerkefabriek Sint-Cecilia, een totaal bedrag van 2.398,36 EUR inhouden.(zie bijlage)

Overwegende dat deze uitgave gefinancierd zal worden door een overheveling uit het buitengewone reservefonds (790/99551);

BESLUIT:

Het bedrag van de buitengewone toelage, hetzij 2.398,36 EUR, toegekend voor het dienstjaar 2019 aan de Kerkfabriek Sint-Cecilia goed te keuren.

De uitgave betreffende de betaling van deze buitengewone toelage, voorzien op artikel 790/52252 van de buitengewone gemeentebegroting van het dienstjaar 2019, door een overheveling uit het buitengewone reservefonds (790/99551) te financieren

Deze beraadslaging aan de Toezichthoudende Overheid over te maken.

2 annexes / 2 bijlagen

b2018 Extra- sainte cecile - facture 2.pdf, b2018 Extra- sainte cecile - facture 1.pdf

11 **Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2020**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13§2 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'Ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2020, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service, avant le 30 juin 2019 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECISE :

Article 1 :

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2020.

Article 2 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la

Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies voor het aanslagjaar 2020

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13 §2;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de Ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies voor het aanslagjaar 2020 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2019 de wens uit om van deze dienst gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies voor het aanslagjaar 2020.

Artikel 2:

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies.

12 Budget 2019 - Modification budgétaire n°1

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 239 et 241 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles 5 et 8 à 14 du Règlement Général de la Comptabilité Communale ;

Vu le budget pour l'exercice 2019 approuvé par le Conseil Communal le 28 mars 2019 ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 mai 2019 ;
Considérant que certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

DECIDE :

De modifier, pour l'exercice 2019, le budget communal et d'arrêter le nouveau résultat du budget aux chiffres figurant aux tableaux en annexe.

Begroting 2019 - Begrotingswijziging nr 1

DE RAAD,

Gelet op artikels 117, 239 en 241 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op artikels 5, en 8 tot 14 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Boekhouding;
Gelet op de begroting van het dienstjaar 2019 goedgekeurd door de Gemeenteraad op 28 maart 2019;
Gelet op de beslissing van het College van de Burgemeester en de Schepenen van 21 mei 2019;
Overwegende dat bepaalde begrotingsposten dienen gewijzigd te worden,

BESLIST:

De gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2019 te wijzigen en het nieuwe begrotingsresultaat vast te stellen zoals in de bijgevoegde tabellen.

13 **CPAS - Compte 2018**

LE CONSEIL,

Attendu que le C.P.A.S. soumet aux fins d'approbation, l'ensemble de ses comptes annuels, soit :

1. Son compte budgétaire de l'exercice 2018
2. La liste des droits constatés restant à recouvrer au 31/12/2018
3. La liste des dépenses engagées à reporter à l'exercice 2019 ainsi que le bilan global, le compte de résultat global, les annexes de l'exercice 2018 ;

	Exploitation	Investissements	Total
Recouvrements	15.761.570,08	24.953,90	15.786.523,98
Paiements	16.782.434,00	360.158,22	17.142.592,22
Solde trésoreries cumulé	-1.020.863,92	-335.204,32	-1.356.068,24
Droits constatés	18.262.417,05	1.123.792,76	19.386.209,81
Non-valeurs	76.855,19	0,00	76.855,19

Dépenses engagées	17.200.863,42	1.428.693,11	18.629.556,53
Solde comptable cumulé	984.698,44	-304.900,35	679.798,09

Le compte se clôture avec un excédent final de 679.798,09 EUR.

Vu l'article 89 de la Loi Organique réglant la tutelle sur les CPAS ;

Vu le contrat visant à améliorer la situation budgétaire communale signé entre la commune de Ganshoren et la Région de Bruxelles-Capitale impliquant le suivi financier du CPAS ;

Sur proposition du Collège ;

DECIDE :

D'approuver le compte de l'exercice 2018 tel qu'il est présenté par le Conseil de l'Action Sociale.

OCMW - Rekening 2018

DE RAAD,

Gelet op het feit dat het O.C.M.W. zijn jaarlijkse rekeningen ter goedkeuring legt, namelijk:

1. Zijn rekening van het dienstjaar 2018
2. De lijst van de op 31/12/2018 nog te innen vastgestelde rechten
3. De lijst van de uitgaven over te dragen naar het dienstjaar 2019 alsook de globale balans, de globale resultatenrekening en de bijlagen van het dienstjaar 2018;

	Exploitatie	Investerings	Totaal
Invorderingen	15.761.570,08	24.953,90	15.786.523,98
Betalingen	16.782.434,00	360.158,22	17.142.592,22
Thesauriesaldo (gecumuleerd)	-1.020.863,92	-335.204,32	1.356.068,24
Vastgestelde rechten	18.262.417,05	1.123.792,76	19.386.209,81
Oninbare sommen	76.855,19	0,00	76.855,19
Vastgelegde uitgaven	17.200.863,42	1.428.693,11	18.629.556,53
Boekhoudkundig resultaat (gecumuleerd)	984.698,44	-304.900,35	679.798,09

De rekeningen sluiten af met een overschot van 679.798,09 EUR.

Gelet op artikel 89 van de Organische Wet die de voordij regelt over de rekeningen van het O.C.M.W.;

Gelet op de overeenkomst ter verbetering van de budgettaire toestand van de gemeente ondertekend tussen de gemeente Ganshoren en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, waarbij de financiële toestand van het O.C.M.W. wordt opgevolgd;

Op voorstel van het College;

BESLIST:

De rekening van het dienstjaar 2018 van het O.C.M.W. goed te keuren zoals voorgelegd door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn.

5 annexes / 5 bijlagen

compte budgétaire 2018.pdf, analyse financière compte 2018.pdf, rapport financier compte 2018.pdf, compte de résultat 2018 partie 2.pdf, compte de résultat 2018 partie 1.pdf

14 **Avenant au contrat visant à promouvoir le développement économique local et régional - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale concernant un avenant au contrat visant à promouvoir le développement économique local et régional et octroyant pour 2019 :

- un montant total de 0,00 EUR en compensation de la suppression des taxes "informatique et force motrice";
- un montant total de 385.254,00 EUR en compensation du faible rendement de la fiscalité locale;
- un montant total de 130.497,00 EUR en compensation de la suppression du précompte immobilier relatif au matériel et outillage;
- un montant total de 42.733,00 EUR pour ce qui concerne les additionnels à la "City tax"

Considérant que dans son courrier, la Région de Bruxelles-Capitale demande que l'avenant lui soit retransmis signé et accompagné de la délibération du Conseil communal pour le 1er juin 2019 au plus tard ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant au contrat visant à promouvoir le développement économique local et régional conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Ganshoren.

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Overeenkomst ter bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de brief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreft een overeenkomst ter bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak voor 2019 voostelt :

- een totaal bedrag van 0,00 EUR als compensatie voor de afschaffing van de belastingen op "informatica en drijfkracht;
- een totaal bedrag van 385.254,00 EUR als compensatie voor het lage rendement van de plaatselijk fiscaliteit;
- een totaal bedrag van 130.497,00 EUR als compensatie voor de afschaffing van de onroerende voorheffing voor materieel en outillage;
- een totaal bedrag van 42.733,00 EUR wat betreft de opcentiemen op de "City tax",

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in haar brief vraagt dat de overeenkomst getekend en met het beraad van het Gemeenteraad teruggestuurd wordt ten laatste vóór 1ste juni 2019;

BESLUIT:

Het overeenkomst ter bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak goed te keuren tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de gemeente Ganshoren.

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van huidige beslissing.

2 annexes / 2 bijlagen

Overeenkomst Economische ontwikkeling 2019.pdf, Avenant Développement économique 2019.pdf

15 Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC) – Avenant n°6 à la convention du 3 juillet 2003

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu sa décision du 11 juillet 2003 approuvant la convention qui règle l'accès de la commune au Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des trésoreries communales;

Vu le plan triennal 2019-2021 approuvé par le Conseil Communal en séance du 28 mars 2019 et établi dans le cadre de l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant l'amélioration budgétaire des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les avenants à la convention du 3 juillet 2003, réglant les droits et devoirs des parties signataires suite à l'obtention de l'aide susmentionnée ;

Considérant que le plan financier 2019-2021 doit faire l'objet d'un avenant à la convention avec le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales;

Vu l'avenant n°6 à la convention du 3 juillet 2003 joint en annexe ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

D E C I D E :

- 1.- D'approuver l'avenant n° 6 à la convention du 3 juillet 2003 entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège Réuni, la commune de Ganshoren et le CPAS de Ganshoren, comme ci-annexée.
- 2.- De charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de l'exécution de la présente décision.
- 3.- De transmettre la présente délibération à l'autorité de Tutelle et aux parties signataires.

Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) – Aanhangsel nr 6 bij de overeenkomst van 3 juli 2003

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

Gelet op zijn beslissing van 11 juli 2003 houdende goedkeuring van de overeenkomst die de toetreding van de gemeente tot het Brusselse Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën regelt;

Gelet op de driejaarlijkse plan 2019-2021 goedgekeurd door het Gemeenteraad in zitting van 28 maart 2019 en vastgesteld in het kader van de ordonnantie van 19 juli 2007 ter verbetering van de budgettaire toestand van de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de bijvoegsels aan de overeenkomst van 3 juli 2003 die de rechten en plichten regelt van de ondertekende partijen bij het bekomen van bovenvermelde financiële hulp;

Overwegende dat het Herstelplan 2019-2021 het voorwerp moet uitmaken van het aanhangsel bij de overeenkomst met het Brusselse Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën moet geven;

Gelet op het bijvoegsel nr.6 aan de overeenkomst van 3 juli 2003, toegevoegd in bijlage;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

B E S L U I T :

1.- Het bijvoegsel nr.6 goed te keuren aan de overeenkomst van 3 juli 2003 tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, het Verenigd College, de gemeente Ganshoren en het OCMW van Ganshoren, zoals in bijlage.

2.- Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van huidige beslissing.

3.- Deze beraadslaging door te sturen naar de toezichthoudende overheid en de ondertekende partijen.

4 annexes / 4 bijlagen

FRBRTC 2019 2020 2021 - Lettre dd.2019 05 28.pdf, FRBRTC 2019 2020 2021 - Avenant n.6 à la convention.pdf, BGHGT 2019 2020 2021 - Aanhangsel nr.6 aan de overeenkomst.pdf, Plans Financiers - Meerjarenplan 2019-2021.pdf

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 239 et 240 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu les articles 72 à 79 du Règlement général de la comptabilité communale;

Considérant la réunion du comité d'accompagnement du 11 juin 2019;

Vu le projet de compte budgétaire, bilan et compte de résultats pour l'exercice 2018;

Vu les annexes demandées par la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le rapport d'analyse du compte 2018;

DECIDE :

- d'approuver le compte de l'exercice 2018 de la commune
- de transmettre la présente délibération à l'autorité de Tutelle

Rekening 2018

DE RAAD,

Gelet op artikels 117, 239 en 240 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikels 72 tot 79 van het Algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende de vergadering van het begeleidingscomité van 11 juni 2019;

Gelet op het project van begrotingsrekening, balans en resultaatrekening voor het dienstjaar 2018;

Gelet op de door het Brusselse Gewest gevraagde bijlagen;

Gelet op het analyseverslag van de rekening 2018;

BESLIST :

- de gemeentelijke rekening van het dienstjaar 2018 goed te keuren
- deze beraadslaging aan de toezichhoudende overheid door te sturen

3 annexes / 3 bijlagen

Compte - Rekening 2018 2.pdf, Compte - Rekening 2018 1.pdf, Compte - Rekening 2018 3.pdf

Ressources Humaines - Human Resources

17 **Règlement sur les conditions de recrutement et de promotion du personnel administratif, technique, ouvrier et de la bibliothèque**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 29 janvier 2009 fixant le règlement coordonné sur les conditions de recrutement et de promotion du personnel administratif, technique, ouvrier et de la bibliothèque, approuvée par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 30 mars 2009 sous les références 008-2009/1616-pj ;

Vu sa délibération du 9 décembre 2010 actualisant le cadre du personnel administratif, technique, ouvrier et de la bibliothèque tel que fixé par délibération du 30 septembre 1999 ;

Attendu que cette modification de cadre inclut le grade de Secrétaire Communal ;

Attendu que M. Philippe Vervoort a pris sa pension au 1^{er} mai dernier, qu'il en résulte que le poste est vacant et qu'il y a lieu de lancer la procédure de recrutement ;

Considérant qu'il y a lieu d'arrêter les conditions de recrutement et promotion pour ce grade ;

Considérant qu'il y a lieu, d'une part, de pouvoir lancer la procédure de recrutement du secrétaire communal simultanément en interne et en externe et, d'autre part, de prévoir un concours en lieu et place d'un examen ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle Loi Communale ;

Vu les protocoles signés par le Comité Particulier de Négociation en date du 12 février 2019 (article 54, 19 et 79) ;

Vu l'arrêté d'annulation de l'Autorité de Tutelle, reçu en date du 29 mai 2019, portant sur le choix de l'article 7 au lieu de l'article 11 dans l'examen sur les connaissances linguistiques organisé par le Selor ;

Vu les protocoles signés par le Comité Particulier de Négociation en date du 12 juin 2019 (articles 4, 19 et 79) ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998, modifiée en date du 18 avril 2002, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE:

1.- De modifier les articles 4 et 54 du règlement sur les conditions de recrutement du personnel communal comme suit : insertion de « *(Exception faite pour les grades légaux)* ».

Article 4.- Recrutement dans un grade de promotion (extrait)

Un recrutement est possible dans un grade de promotion si la Commune ne trouve pas de candidat interne remplissant les conditions de promotion arrêtées dans la partie 2 du présent Règlement, suite à l'appel interne réglementaire. (Exception faite pour les grades légaux)

Article 54.- (extrait)

Un recrutement par appel public est possible dans un grade de promotion si la Commune ne trouve pas de candidat interne remplissant les conditions de promotion arrêtées dans le présent Règlement. (Exception faite pour les grades légaux)

2.- De fusionner les articles 19 et 79 du Règlement sur les conditions de recrutement du personnel communal comme suit :

Article 19.-

CONDITIONS DE RECRUTEMENT ET DE PROMOTION AU GRADE DE SECRETAIRE COMMUNAL

Projet

CONDITIONS DE DIPLOME :

1. Etre titulaire d'un des diplômes ou certificats pris en considération pour le recrutement aux emplois du niveau A dans les administrations de l'Etat
2. Etre titulaire d'un diplôme ou certificat délivré à l'issue d'une session complète de cours de sciences administratives conforme au programme minimal fixé par le Roi.*

*Sont dispensés du diplôme visé sous 2, les candidats porteurs d'un des diplômes suivants :

- Doctorat ou Master en droit
- Master ou Licence en sciences administratives
- Master ou Licence en notariat
- Master ou Licence en sciences politiques
- Master ou Licence en sciences commerciales
- Master ou Licence en sciences économiques
- Diplôme ou certificat pris en considération pour l'admission aux emplois de niveau 1 dans les administrations de l'Etat, pour autant que ce titre ait été délivré au terme d'études comportant au moins 60 heures de droit public, administratif et / ou civil.

CONDITIONS DE NOMINATION :

1. Etre belge
2. Etre de conduite irréprochable
3. Ne pas être déchu de ses droits civils et politiques
4. Avoir satisfait à l'examen comportant les épreuves reprises ci-après
5. Satisfaire aux obligations linguistiques (examen Selor « article 11 »)

CONDITIONS D'ADMISSION A L'EXAMEN :

- Par recrutement :

Être dans l'une des deux conditions suivantes :

1. Exercer depuis au moins 6 années une fonction de grade A5 (ou d'un grade équivalent dans une autre administration publique), ou bénéficier depuis au moins 6 années de l'échelle de traitement A5 dans une administration communale de la Région de Bruxelles-Capitale.
2. Détenir un Master reconnu par une des communautés belges et pouvoir justifier 10 années d'ancienneté dans une fonction managériale au cours des 15 dernières années de sa carrière professionnelle.

- Par promotion :

Être dans les deux conditions suivantes :

1. Être agent statutaire, du cadre administratif ou technique, et compter minimum 6 années d'ancienneté dans une fonction de niveau A (grade égal ou supérieur à Secrétaire d'Administration ;
2. Avoir une dernière évaluation favorable.

<p>PROGRAMME D'EXAMEN (CONCOURS)</p> <p>Chaque épreuve est éliminatoire. Le seuil de réussite minimum requis est de 50% pour chaque épreuve et de 60% au total général.</p> <p>1. EPREUVE ECRITE :</p> <p>La rédaction d'une note reprenant les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les états de services et les mérites du candidat. 2. Son projet pour la fonction, en tenant compte de la mission du secrétaire communal tel que mentionnée dans la description de fonction, de la mission générale de l'administration communale, de la démarche qualité et des compétences mentionnées à l'article 26bis de la NLC. 3. Sur base de la plus récente note d'orientation du plan triennal (ou son équivalent), dégager les axes stratégiques à mettre en œuvre au niveau de l'administration communale. 	<p>POINTS</p> <p>80</p>
<p>EPREUVE ECRITE SPECIFIQUE :</p> <p>Sous forme de QCM - Questionnaire à choix multiples</p> <ol style="list-style-type: none"> A. Nouvelle Loi communale B. Droit administratif C. Finances publiques et droit budgétaire 	<p>20</p> <p>20</p> <p>20</p>
<p>EPREUVE ORALE :</p> <p>Un entretien dont le but est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. D'éclairer le jury sur l'adéquation du profil du candidat avec la fonction. A cette fin, le jury disposera également du bilan de l'épreuve de personnalité (APP) et du test d'aptitude (TIG), organisés par le service RH, auxquels le candidat aura été soumis préalablement à l'examen ; 2. De clarifier des éléments des états de services et des mérites ; 3. D'entendre le candidat sur la défense de son projet pour la fonction et pour les axes stratégiques, et de l'interroger à ce sujet ; 4. D'entendre le candidat sur des sujets en rapport avec la fonction à occuper, tels que : statut du personnel, relations avec les syndicats, connaissances théoriques, etc. 	<p>60</p>

TOTAL Général	/200
----------------------	-------------

L'article 79 est supprimé, puisqu'intégré dans l'article 19.

- 3.- De déclarer le poste de Secrétaire Communal vacant et de lancer la procédure de recrutement.
- 4.- De prévoir les crédits nécessaires pour l'organisation du concours.
- 5.- De transmettre la présente délibération à l'autorité de tutelle et aux services du Vice-Gouverneur.

Verordening betreffende de voorwaarden voor werving en promotie van administratief, technisch, werknemers en bibliotheekpersoneel

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing dd. 29 januari 2009 houdende vaststelling van het reglement over de aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden van het administratief-, technisch-, werklieden- en bibliotheekpersoneel, goedgekeurd op 30 maart 1999 door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onder ref. 008-2009/1616-pj;

Gelet op zijn beslissing dd. 9 december 2010 houdende actualisering van het kader van het administratief-, technisch- werklieden en bibliotheekpersoneel zoals vastgesteld bij beraadslaging van 30 september 1999;

Aangezien dat deze modificatie de graad van Gemeentesecretaris inhoudt;

Aangezien dat M. Philippe Vervoort gepensioneerd is sinds 1 mei 2019, dat de betrekking dus vacant is en dat het passend is om de aanwerving te starten;

Overwegende dat het passend is de aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden voor deze graad vast te stellen;

Overwegende dat het passend is, enerzijds, de aanwervingsprocedure van Gemeentesecretaris gelijktijdig intern en extern te kunnen starten en, anderzijds een vergelijkend examen te voorzien in plaats van een gewoon examen;

Gelet op de artikelen 117 en 145 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ontwerpovereenkomsten ondertekend door het Bijzonder Onderhandelingscomité dd. 12.02.2019 (artikels 54, 19 en 79);

Gelet op de vernietiging dd. 29 mei 2019 door de toezichthoudende overheid over de keuze van artikel 7 in plaats van 11 betreffende de kennis van de tweede nationale taal via Selor;

Gelet op de ontwerpovereenkomsten ondertekend door het Bijzonder Onderhandelingscomité dd. 12.06.2019 (artikels 4, 19 en 79);

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, gewijzigd per 18 april 2002 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

1.- Het reglement over de aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden van het administratief-, technisch-, werklieden- en bibliotheekpersoneel als volgt te wijzigen:

Artikel 4.- Aanwerving in een bevorderingsgraad (uittreksel)

Een aanwerving is mogelijk in een bevorderingsgraad indien de gemeente geen interne kandidaat heeft die voldoet aan de bevorderingsvoorwaarden vastgesteld in deel 2 van onderhavig reglement, volgens de reglementaire interne oproep. (Behalve voor de wettelijke graden)

Artikel 54.- (uittreksel)

Een aanwerving door openbare oproep is mogelijk in een bevorderingsgraad indien het gemeentebestuur geen interne kandidaat vindt die aan de bevorderingsvoorwaarden voldoet vastgesteld in onderhavig reglement. (Behalve voor de wettelijke graden)

2.- Artikels 19 en 79 van het Reglement over het gemeentelijke personeelsaanwerving samen te voegen als volgt:

Artikel 19.-

AANWERVINGS- EN BEVORDERINGSVOORWAARDEN TOT DE GRAAD VAN GEMEENTESECRETARIS

DIPLOMAVOORWAARDEN:

1. Houder zijn van één van de diploma's of getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 in de Rijksbesturen.

2. Houder zijn van een diploma of getuigschrift uitgereikt na het beëindigen van een volledige cyclus van leergangen administratieve wetenschappen in overeenstemming met het door de Koning vastgestelde minimumprogramma*.

* Worden vrijgesteld van het diploma vermeld bij punt 2, de houders van één van de volgende diploma's :

Doctorsgraad of Master in de rechten

Master of licentie in de administratieve wetenschappen

Master of licentie in het notariaat

Master of licentie in de politieke wetenschappen

Master of licentie in de handelswetenschappen

Licentiaat Master of licentie in de economische wetenschappen

Diploma of getuigschrift dat in aanmerking genomen wordt voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau A in de Rijksbesturen, voor zover de bekwaamheidsakte werd uitgereikt na studies die tenminste zestig uren publiek-, administratief – en/of burgerlijk recht omvatten.

BENOEMINGSVOORWAARDEN :

1. Belg zijn
2. Een onberispelijk gedrag hebben
3. In het bezit zijn van al zijn burgerlijke en politieke rechten
4. Voor het examen slagen dat de hierna beschreven proeven inhoudt
5. Voldoen aan de taalvereisten (SELOR-examen “artikel 11”)

TOELATINGSVOORWAARDEN VOOR HET EXAMEN:

- Door aanwerving:

Zich bevinden in één van beide volgende voorwaarden:

1. Minstens sedert 6 jaar een functie graad A5 uitoefenen (of een gelijkaardige graad in een andere publiek administratie), of minstens sedert 6 jaar de weddeschaal A5 in een gemeentelijke administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest genieten.
2. Houder zijn van een Master, erkend door de Belgische Gemeenschappen en 10 jaar anciënniteit kunnen aantonen in een managementfunctie in de afgelopen 15 jaar van zijn/haar professionele loopbaan.

- Door promotie:

Zich bevinden in de 2 volgende condities:

1. Statutair agent zijn, technisch of administratief kader, en minstens 6 jaar anciënniteit hebben in de een functieniveau A (graad gelijk aan of hoger dan administratiesecretaresse).
2. Een laatste positieve evaluatie hebben gehad.

EXAMENPROGRAMMA (VERGELIJKEND EXAMEN)

Iedere proef is uitschakelend. Het minimum te behalen is 50% voor elke proef en 60 % in totaal.

1. SCHRIFTELIJKE

PROEF:

Het opstellen van een nota die volgende elementen herneemt:

1. De staat van de diensten en de verdiensten van de kandidaat
2. Zijn/haar project voor de functie, rekening houdend met de missie van de gemeentesecretaris z in de functiebeschrijving, de algemene missie van de gemeentelijke administratie, de kwaliteitscompetenties vermeld in artikel 26 bis NGW.
3. Op basis van de meest recente beleidsnota van het driejarenplan (of een equivalent), de strategieklemtonen uiteenzetten die moeten worden uitgevoerd op het niveau van de gemeentelijke adr

2. SPECIFIEKE SCHRIFTELIJKE PROEF: – (Multiple choice vragen)

- A. Nieuwe Gemeentewet
- B. Administratief recht
- C. Openbare financiën en begrotingsrecht

MONDELINGE PROEF:

Een gesprek met als doel:

1. De jury* inlichten over de gelijkwaardigheid van het profiel van de kandidaat met de functie. De jury eveneens beschikken over de uitkomst van de personaliteitsproef en de bekwaamheidsproef (TIG), georganiseerd door de dienst HR, die de kandidaat voorafgaand aan het examen zal hebben afgelegd.
2. De elementen van de staat van de diensten en de verdiensten verduidelijken.
3. De kandidaat te horen over de verdediging van zijn project voor de functie en de strategische klemtonen hem hierover te ondervragen.
4. De kandidaat uit te horen over onderwerpen in verhouding met de te betrekken functie, zoals: het personeel, relaties met de syndicaten, theoretische kennis, enz.

TOTAAL

Artikel 79 is afgeschaft, aangezien dat het in artikel 19 geïntegreerd is.

- 3.- De betrekking van Gemeentesecretaris vacant te verklaren en de aanwervingsprocedure te starten.
- 4.- De nodige budgetten voor de organisatie van het vergelijkend examen te voorzien.
- 5.- Deze beraadslaging door te sturen naar de toezichthoudende overheid en de diensten van de Vice-Gouverneur.

4 annexes / 4 bijlagen

protocole article 4.pdf, protocole article 54.pdf, arrêté d'annulation.pdf, protocole article 19 et 79.pdf

18 Règlement - Taxe sur le changement de prénom

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 170§4 de la Constitution ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'article 119 de la loi du 18 juin 2018 modifiant l'article 2 de la loi du 15 mai 1987, relative aux noms et prénoms, modifié par les lois des 10 mai 2007 et 25 juin 2017 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que le transfert de compétence en matière de changement de prénom du Ministère de la Justice à l'Officier de l'Etat Civil, entraîne dans le chef des services de l'administration un surcroît de travail important ;

Considérant, en outre, que la demande de changement de prénom donnait lieu, avant le transfert de compétence, au paiement des droits d'enregistrement perçus en exécution de l'article 249§1 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ;

Considérant qu'il n'existe aucune raison objective justifiant que le montant perçu relatif à la taxe communale soit inférieur aux droits d'enregistrement précédemment perçus ;

Considérant que la perception de la taxe vise également à limiter les demandes formulées à la légère ;

Considérant que le montant de la taxe doit être réduit lorsque la demande vise :

- à rectifier une orthographe en rapport avec la manière dont le prénom est prononcé,
- une modification ou suppression d'un prénom qui est de nature à prêter à confusion, notamment quant au genre de la personne,
- une modification ou suppression du prénom dont le changement demandé est simplement abrégé,
- une demande introduite par une personne transgenre au sens de l'article 62bis du Code Civil ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170§4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

1. D'adopter le règlement-taxe relatif à l'introduction d'une demande de changement de prénom suivant :

Article 1 :

Il est établi, pour les exercices 2019 et 2020, une taxe communale sur les demandes de changement de prénom introduites auprès de l'Officier de l'Etat Civil

Article 2 :

La taxe est due par la personne physique qui introduit la demande visant à obtenir le changement de son prénom.

La taxe est due par le représentant légal qui introduit la demande au nom d'un mineur non émancipé. Si l'autorité parentale est exercée de façon conjointe, la taxe est due par le représentant légal qui introduit la demande. Toutefois, dans ce cas, le représentant légal qui introduit la demande devra justifier sa légitimité en produisant l'accord de la personne qui exerce conjointement l'autorité légale.

La taxe est due par la personne, porteuse d'une procuration spéciale et authentique, qui introduit une demande de changement de prénom au nom d'un tiers résidant à l'étranger ou pouvant justifier son impossibilité de se présenter personnellement devant l'officier de l'état civil ;

Article 3 :

Sont exonérées de la taxe les personnes de nationalité étrangère qui ont formulé une demande d'acquisition de la nationalité belge et qui sont dénuées de prénom lors de la demande d'adjonction de prénom.

Article 4 :

La taxe est fixée par personne et par demande de changement à 490,00 €

Ce montant est réduit à 49,00 €, soit 10% du montant de la taxe initiale :

- Si le prénom dont le changement est demandé prête à confusion (par exemple s'il indique le mauvais sexe ou se confond avec le nom),
- Si le prénom dont le changement est demandé est modifié uniquement par un trait d'union ou un signe qui modifie sa prononciation (un accent),
- Si le prénom dont le changement est demandé est simplement abrégé,
- Si la demande est introduite par une personne "transgenre" au sens de l'article 62bis du Code Civil,

En cas de formulation d'une demande de changement de prénom intervenue au cours des deux années précédant la demande, que cette demande ait ou non abouti, les montants réclamés seront multipliés par deux. Toutefois, la renonciation à une demande, avant toute décision de l'Officier de l'Etat Civil, ne sera pas prise en compte pour l'interprétation de cet alinéa.

Article 5 :

La taxe est perçue au comptant au moment de l'introduction de la demande. La preuve du paiement de la taxe est constatée par tout moyen arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés, conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Article 6 :

En cas de refus de changement de prénom par l'Officier de l'Etat Civil pour quelque motif que ce soit, la taxe demeure définitivement acquise. De même, si après l'introduction de la demande de

changement de prénom, le demandeur renonce à cette demande, la taxe reste définitivement acquise.

Article 7 :

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de leur publication par voie de l'affichage.

2. De transmetten de huidige beslissing aan de Autoriteit van Toezicht.

Belastingreglement voor een verandering van voornaam

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op artikel 170§4 van de Grondwet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1 ;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vaststelling, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ;

Gelet op artikel 119 van de wet van 18 juni 2018 dat artikel 2 van de wet van 15 mei 1987, betreffende de namen en voornamen wijzigt, en dat reeds was gewijzigd door de wetten van 10 mei 2007 en 25 juni 2017 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Overwegende dat de overdracht van de bevoegdheid inzake de verandering van voornaam van de Minister van Justitie naar de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand, een belangrijke toename van werk veroorzaakt voor de gemeentediensten ;

Overwegende dat de aanvraag tot verandering van voornaam vóór de overdracht van bevoegdheid aanleiding gaf tot het innen van registratierechten in toepassing van artikel 249§1 van het Wetboek der registratie-, hypotheek en griffierechten ;

Overwegende dat er geen objectieve redenen bestaan om aan te nemen dat het bedrag van de gemeentelijke belasting lager zou moeten zijn dan de tot nu toe aangerekende registratierechten ;

Overwegende dat het innen van een belasting eveneens tot doel heeft het aantal lichtzinnige aanvragen te beperken ;

Overwegende dat het bedrag van de gemeentelijke belasting moet verminderd worden :

- voor aanvragen die de schrijfwijze van de voornaam willen verbeteren met het oog op zijn uitspraak,
- voor aanvragen die de verandering of schrapping van de voornaam wil bekomen, omdat die aanleiding geeft tot verwarring met ondermeer het geslacht van de persoon,
- voor aanvragen die enkel een afkorting omvatten,
- voor aanvragen van een transgender persoon in de zin van artikel 62bis van het Burgerlijk Wetboek ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170§4 van de Grondwet, dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de basis van de grondslag te bepalen waarin zij meent te moeten voorzien, onder het voorbehoud

opgelegd door de Grondwet, met name de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

1. Het belassingsreglement betreffende het verzoek tot wijziging van de voornaam aan te nemen als volgt :

Artikel 1 :

Er wordt een gemeentelijke belasting ingevoerd voor de dienstjaren 2019 en 2020 voor de aanvragen tot verandering van voornaam, ingediend bij de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand.

Artikel 2 :

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon die het verzoek indient tot wijziging van zijn/haar voornaam. Voor de niet ontvoogde minderjarige is de belasting verschuldigd door de wettelijke vertegenwoordiger die de aanvraag indient. Bij gezamenlijk ouderlijk gezag is de belasting verschuldigd door de aanvrager. In dat geval moet het akkoord van de andere persoon die het gezamenlijk ouderlijk gezag uitvoert, voorgelegd worden ter legitimatie.

De belasting is verschuldigd door de persoon die een aanvraag tot wijziging van voornaam indient op basis van een bijzondere en authentieke volmacht van een derde, die in het buitenland verblijft of die kan aantonen dat hij in de onmogelijkheid verkeert om zich persoonlijk aan te bieden bij de ambtenaar van de burgerlijke stand.

Artikel 3 :

De personen van vreemde nationaliteit die een verzoek tot verkrijging van de Belgische nationaliteit hebben ingediend en geen voornaam hebben bij het verzoek tot voornaamstoevoeging, zijn vrijgesteld van de gemeentelijke belasting.

Artikel 4 :

De belasting is verschuldigd per aanvraag en per persoon en wordt vastgelegd op 490,00 €.

Dit bedrag wordt verminderd tot 49,00 €, 10% van het vastgesteld tarief:

Als het een voornaam betreft die aanleiding geeft tot verwarring (bijvoorbeeld met het geslacht, of met de naam) ;

Als het verzoek enkel de weglating of inlassing van een leesteken betreft of van een teken waardoor de uitspraak verandert ;

Als de gevraagde voornaam een eenvoudige afkorting behelst ;

Als het verzoek door een "transgender" persoon in de zin van artikel 62bis van het Burgerlijk Wetboek wordt ingediend;

Wanneer er reeds een aanvraag werd ingediend tijdens de 2 voorafgaande jaren, al dan niet met gunstig gevolg, wordt het bedrag van de belasting verdubbeld. Ingeval van intrekking van de aanvraag door de verzoeker, vooraleer de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand een beslissing heeft genomen, wordt de regeling bedoeld in deze alinea niet toegepast.

Artikel 5 :

De gemeentelijke belasting wordt betaald bij het indienen van de aanvraag. De wijze van betaling

wordt door het College van Burgemeester en Schepenen vastgelegd. Als de contante inning niet mogelijk is, wordt de belasting een kohierbelasting. De vaststelling, de inning en de betwisting hiervan gebeuren volgens de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 6 :

Ingeval van weigering van de verandering van voornaam door de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand, om eender welke reden, blijft de gemeentelijke belasting definitief verschuldigd. Hetzelfde geldt in de hypothese dat, na het indienen van het verzoek tot verandering van voornaam, de aanvrager afstand doet van dit verzoek, in welk geval de belasting eveneens definitief verschuldigd blijft.

Artikel 7 :

Dit reglement is verbindend de vijfde dag volgend op de dag van bekendmaking door aanplakbrief.

2. Deze beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

Emploi - Tewerkstelling

19 Attribution d'un subside extraordinaire à l'ALE

LE CONSEIL,

Considérant les frais de fonctionnement globaux de l'ALE de Ganshoren ;

Attendu qu'il y a lieu de continuer à apporter un soutien financier à l'ALE de Ganshoren au moyen d'une intervention financière mensuelle dans les frais de fonctionnement;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 modifiée par l'ordonnance du 18 avril 2002 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le budget communal 2019 approuvé par la Tutelle ;

DECIDE :

1. D'octroyer une intervention forfaitaire mensuelle complémentaire de 958,33€ avec effet au 1er janvier 2019;
2. D'imputer cette dépense à l'article 851/32101 du budget ordinaire de 2019;
3. De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.
4. De maintenir la volonté de faire face aux frais de fonctionnement

Toewijzing van een buitengewone toelage aan het PWA

DE RAAD,

Gezien de algemene exploitatiekosten van de PWA van Ganshoren;

Aangezien het passend is het PWA van Ganshoren verder financieel te ondersteunen door middel van een maandelijkse tussenkomst in de werkingkosten;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 gewijzigd bij ordonnantie van 18 april 2002 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien het gemeentebudget van 2019 dat is goedgekeurd door het Toezicht;

B E S L U I T :

1. Met ingang van 1 januari 2019, aan het PWA van Ganshoren, een maandelijkse aanvullende forfaitaire tussenkomst van 958,33€ toe te kennen.
2. Deze uitgave in te schrijven op artikel 851/32101 van de gewone begroting 2019.
3. Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van huidige beslissing.
4. Om de wil te behouden om de lopende kosten het hoofd te bieden.

Petite Enfance - Baby- en Peuterzorg

20 Crèches "Les Poussins" et " Les Coccinelles" - Renouvellement du Règlement d'Ordre Intérieur

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 27 février 2003 et ses modifications ultérieures portant sur la réglementation générale des milieux d'accueil ;

Vu l'approbation de la coordinatrice accueil de l'ONE sur le contenu du Règlement d'Ordre Intérieur des crèches "Les Poussins" et "Les Coccinelles" (voir copies en annexe) ;

DECIDE d'approuver le contenu des Règlements d'Ordre Intérieur des crèches "Les Poussins" et "Les Coccinelles" dont copies en annexe

Kinderopvangen "Les Poussins" en "Les Coccinelles" - Vernieuwing van het huishoudelijk reglement

4 annexes / 4 bijlagen

ROI_coccinelles_18042019.docx, POUSSINS-ROI 2019-Avis CAL-AVRIL 2019 (2).doc,

ROI_Poussins_18042019.docx, ROI 2019-Avis CAL-AVRIL 2019 (2).doc

21 Primes de naissance - Modification

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la délibération du 13 avril 1953, modifié par celles des 10 juin 1959, 31 mars 1967, 18 mai 1971, 4 juin 1973, 25 mars 1975, 20 décembre 1979, 23 juin 1983, 7 juin 1990, 28 mars 1996, 25 septembre 1997, 29 juin 2000 portant l'octroi d'une prime de naissance ;

Considérant qu'il convient d'uniformiser les montants des primes communales de naissance;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur proposition du Collège échevinal des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

De modifier l'article 1 du règlement d'octroi comme suit :

1. D'octroyer à partir de 5 jours après la publication une prime de naissance communale de 60,00 € à la naissance de chaque enfant
2. Le paiement de la prime est subordonné à l'approbation des modifications budgétaires
3. De transmettre la présente délibération à l'autorité de tutelle

Geboortepremies - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op de artikels 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Gemeenteraadsbeslissing van 13 april 1953, achtereenvolgens gewijzigd door deze van 10 juni 1959, 31 maart 1967, 18 mei 1971, 4 juni 1973, 25 maart 1975, 20 december 1979, 23 juni 1983, 7 juni 1990, 28 maart 1996, 25 september 1997, 29 juni 2000, houdende toekenning van een geboortepremie;

Overwegende dat het geschikt is om de bedragen van de gemeentelijke geboortepremies uniform te maken.

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1 uit het reglement van de toekenning als volgt te wijzigen:

1. Vanaf 5 dagen na publicatie, een gemeentelijke geboortepremie van 60,00€ bij de geboorte van elk kind toe te kennen.
2. De betaling van deze premie is afhankelijk van de goedkeuring van de begrotingswijzigingen.
3. De huidige beraadslaging aan de toezichthoudende overheid door te sturen.

Enseignement - Onderwijs

22 Ecoles communales maternelles - Règlement de travail pour l'enseignement fondamental ordinaire

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, modifiée par la loi du 18 décembre 2002 rendant applicable les règlements de travail à l'ensemble du secteur public depuis le 1^{er} juillet 2003 ;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu l'Arrêté de Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2016 donnant force obligatoire à la décision adoptée le 22 octobre 2015 par la commission paritaire communautaire de l'enseignement fondamental officiel subventionné ;

Vu la circulaire n°5775 du 21 juin 2016 de la Fédération Wallonie-Bruxelles relative au modèle de règlement de travail dans l'enseignement fondamental ;

Vu le Règlement de travail approuvé par le Conseil Communal le 29.06.2017 ;

Considérant que le projet de règlement de travail a été présenté en Copaloc le 09.05.2019 ;

DECIDE :

1. D'approuver le règlement de travail tel que repris en annexe.
2. De transmettre une copie de celui-ci à l'Inspection du travail dans les 8 jours de l'entrée en vigueur du règlement.

Gemeentelijke kleuterscholen - Arbeidsreglement voor het gewone basisonderwijs

1 annexe / 1 bijlage

23 **Ecoles communales Maternelles - Règlement d'Ordre Intérieur des Conseils de participation**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 03.11.1997 et ses modifications ultérieures relatif au Conseil de participation et au projet d'établissement dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire et organisant l'application des articles 69 et 70 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu l'approbation à l'unanimité des membres présents les 06 et 07 mai 2019 du Règlement d'Ordre Intérieur des Conseils de participation des écoles communales maternelles ;

DECIDE :

d'approuver de Règlement d'Ordre Intérieur (voir annexe) des Conseils de participation.

Gemeentelijke kleuterscholen - Huishoudelijk Reglement van de participatieraden

1 annexe / 1 bijlage

ROI - Conseil de participation - 2019.docx

24 **Ecole communale "Les Bruyères" - Modification du Règlement d'Ordre Intérieur**

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu l'Arrêté Royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur approuvé par le Conseil Communal le 28.06.2018 ;

Considérant que tous les Pouvoirs Organisateurs ont l'obligation de rédiger un Règlement d'Ordre Intérieur ;

Considérant que le Règlement d'Ordre Intérieur de l'école communale "Les Bruyères" a été présenté en CoPaLoc le 09.05.2019 ;

Considérant que le Règlement d'Ordre Intérieur de l'école communale "Les Bruyères" a été présenté en Conseil de participation le 07.05.2019 ;

DECIDE :

D'abroger le Règlement d'Ordre Intérieur du 28.06.2018.

D'approuver le formulaire à compléter par les parents.

D'arrêter le Règlement d'Ordre Intérieur de l'école communale "Les Bruyères" annexé.

Gemeentelijke kleuterschool "Les Bruyères" - Wijziging van het Huishoudelijk Reglement

3 annexes / 3 bijlagen

Feuille rose Bruyères.docx, ROI 2019 Bruyères.doc, Feuille jaune Bruyères - demande de modifications.docx

25 Ecole communale "Nos Bambins" - Modification du Règlement d'Ordre Intérieur

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu l'Arrêté Royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur approuvé par le Conseil Communal le 28.06.2018 ;

Considérant que tous les Pouvoirs Organisateurs ont l'obligation de rédiger un Règlement d'Ordre Intérieur ;

Considérant que le Règlement d'Ordre Intérieur de l'école communale "Nos Bambins" a été présenté en CoPaLoc le 09.05.2019 ;

Considérant que le Règlement d'Ordre Intérieur de l'école communale "Nos Bambins" a été présenté en Conseil de participation le 06.05.2019 ;

DECIDE :

D'abroger le Règlement d'Ordre Intérieur du 28.06.2018.

D'approuver le formulaire à compléter par les parents.

D'arrêter le Règlement d'Ordre Intérieur de l'école communale "Nos Bambins" annexé.

Gemeentelijke kleuterschool "Nos Bambins" - Wijziging van het Huishoudelijk Reglement

3 annexes / 3 bijlagen

Feuille jaune Bambins - demande de modifications.docx, Feuille rose Bambins.docx, ROI 2019 Bambins.doc

Marchés publics - Overheidsopdrachten

26 **Information au Conseil Communal des décisions prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale – 9 et 23 avril et 7, 14 et 21 mai 2019**

LE CONSEIL,

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, et plus particulièrement l'article 234 §3 par lequel il est stipulé que le Collège est habilité à choisir le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures et de services et d'en fixer les conditions pour les marchés traités par procédure négociée en application de l'article 42 § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 ;

Vu que ce même article de la Nouvelle Loi Communale précise que, dans ce cas, le Conseil Communal est informé de la décision du Collège lors de sa plus prochaine séance ;

Vu les décisions du Collège en séances des 9 et 23 avril et 7, 14 et 21 mai 2019 approuvant la fixation du mode de passation des marchés suivants :

MPE/2019/TP/062 – (C.E. 09/04/2019) – Etude de faisabilité financière pour le nouveau centre administratif – Montant : 100.000,00 EUR, TVA comprise – Article 104/74760 – Emprunt 104/96151 ;

MPE/2019/A21/063 – (C.E. 14/05/2019) – Etude hydrologique sur le territoire de Ganshoren – Montant : 44.000,00 EUR, TVA comprise – Article 104/74760 – Fonds de Réserve 104/99551 (4.000,00 EUR, TVA comprise) – Subside 104/68551 (40.000,00 EUR, TVA comprise) ;

MPE/2019/INF/074 – (C.E. 23/04/2019) – Achat d'un système de conférence, de vote, d'affichage et d'enregistrement numérique pour la salle du Conseil – Montant : 130.000,00 EUR, TVA comprise – Article 139/74253, lors de la MB 1 – Emprunt 139/96151 ;

MPE/2019/MAT/076 – (C.E. 23/04/2019) – Achat de 8 tablettes pour les écoles maternelles – Attribution – Montant : 1.392,00 EUR, TVA comprise – Article 721/74253 – Emprunt 721/96151 ;

MPE/2019/INF/077 – (C.E. 23/04/2019) – Achat d'un scanner A3 pour le service Etat Civil – Attribution – Montant : 759,99 EUR, TVA comprise – Article 139/74253 – Emprunt 139/96151 ;

MPE/2019/COM/078 – (C.E. 23/04/2019) – Achat d'un écran d'affichage dynamique pour la Maison communale I – Attribution – Montant : 1.450,41 EUR, TVA comprise – Article 104/72460 – Emprunt 104/96151 ;

MPE/2019/MP/079 – (C.E. 07/05/2019) – Achat d'électroménagers pour différents services – Montant : 7.730,00 EUR, TVA comprise – Article 104/74498 (1.000,00 EUR, TVA comprise), Fonds de Réserve 104/99551 – Article 721/74498 (2.920,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 721/96151 – Article 766/74498 (1.300,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 766/96151 – Article 767/74498 (300,00 EUR, TVA comprise), Fonds de Réserve 767/99551 – Article 875/74498 (1.050,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 875/96151 – Article 878/74498 (800,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 875/96151 ;

MPE/2019/CIM/083 – (C.E. 21/05/2019) – Achat d'un godet pour le chargeur de pneus pour le service

Cimetière – Montant : 2.000,00 EUR, TVA comprise – Article 878/74553 – Fonds de Réserve 878/99551 ;

MPE/2019/CIM/084 – (C.E. 21/05/2019) – Achat d'un motoculteur thermique avec fraise arrière pour le service Cimetière – Montant : 5.000,00 EUR, TVA comprise – Article 878/74451 – Emprunt 878/96151 ;

MPE/2019/MOB/086 – (C.E. 21/05/2019) – Achat de bancs extérieurs – Montant : 10.000,00 EUR, TVA comprise – Article 425/74151 – Subside 425/66552 ;

MPE/2019/TP/087 – (C.E. 21/05/2019) – Mise en conformité des boutons de commandes et de l'éclairage intérieur de l'ascenseur de la MC I – Montant : 8.852,76 EUR, TVA comprise – Article 104/72460 – Emprunt 104/96151 ;

MPE/2019/TP/089 – (C.E. 21/05/2019) – Mise en conformité du local chaufferie des vestiaires du FC Ganshoren – Montant : 6.509,80 EUR, TVA comprise – Article 764/72460 – Emprunt 764/96151 ;

MPE/2019/MOB/090 – (C.E. 21/05/2019) – Achat de 2 pompes à vélo – Montant : 4.000,00 EUR, TVA comprise – Article 425/74151 – Subside 425/66552 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses modifications ;

PREND POUR INFORMATION :

Les décisions suivantes du Collège en séances des 9 et 23 avril et 7, 14 et 21 mai 2019 :

MPE/2019/TP/062 – (C.E. 09/04/2019) – Etude de faisabilité financière pour le nouveau centre administratif – Montant : 100.000,00 EUR, TVA comprise – Article 104/74760 – Emprunt 104/96151 ;

MPE/2019/A21/063 – (C.E. 14/05/2019) – Etude hydrologique sur le territoire de Ganshoren – Montant : 44.000,00 EUR, TVA comprise – Article 104/74760 – Fonds de Réserve 104/99551 (4.000,00 EUR, TVA comprise) – Subside 104/68551 (40.000,00 EUR, TVA comprise) ;

MPE/2019/INF/074 – (C.E. 23/04/2019) – Achat d'un système de conférence, de vote, d'affichage et d'enregistrement numérique pour la salle du Conseil – Montant : 130.000,00 EUR, TVA comprise – Article 139/74253, lors de la MB 1 – Emprunt 139/96151 ;

MPE/2019/MAT/076 – (C.E. 23/04/2019) – Achat de 8 tablettes pour les écoles maternelles – Attribution – Montant : 1.392,00 EUR, TVA comprise – Article 721/74253 – Emprunt 721/96151 ;

MPE/2019/INF/077 – (C.E. 23/04/2019) – Achat d'un scanner A3 pour le service Etat Civil – Attribution – Montant : 759,99 EUR, TVA comprise – Article 139/74253 – Emprunt 139/96151 ;

MPE/2019/COM/078 – (C.E. 23/04/2019) – Achat d'un écran d'affichage dynamique pour la Maison communale I – Attribution – Montant : 1.450,41 EUR, TVA comprise – Article 104/72460 – Emprunt 104/96151 ;

MPE/2019/MP/079 – (C.E. 07/05/2019) – Achat d'électroménagers pour différents services – Montant : 7.730,00 EUR, TVA comprise – Article 104/74498 (1.000,00 EUR, TVA comprise), Fonds de Réserve 104/99551 – Article 721/74498 (2.920,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 721/96151 – Article 766/74498 (1.300,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 766/96151 – Article 767/74498 (300,00

EUR, TVA comprise), Fonds de Réserve 767/99551 – Article 875/74498 (1.050,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 875/96151 – Article 878/74498 (800,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 875/96151 ;

MPE/2019/CIM/083 – (C.E. 21/05/2019) – Achat d'un godet pour le chargeur de pneus pour le service Cimetièrre – Montant : 2.000,00 EUR, TVA comprise – Article 878/74553 – Fonds de Réserve 878/99551 ;

MPE/2019/CIM/084 – (C.E. 21/05/2019) – Achat d'un motoculteur thermique avec fraise arrière pour le service Cimetièrre – Montant : 5.000,00 EUR, TVA comprise – Article 878/74451 – Emprunt 878/96151 ;

MPE/2019/MOB/086 – (C.E. 21/05/2019) – Achat de bancs extérieurs – Montant : 10.000,00 EUR, TVA comprise – Article 425/74151 – Subside 425/66552 ;

MPE/2019/TP/087 – (C.E. 21/05/2019) – Mise en conformité des boutons de commandes et de l'éclairage intérieur de l'ascenseur de la MC I – Montant : 8.852,76 EUR, TVA comprise – Article 104/72460 – Emprunt 104/96151 ;

MPE/2019/TP/089 – (C.E. 21/05/2019) – Mise en conformité du local chaufferie des vestiaires du FC Ganshoren – Montant : 6.509,80 EUR, TVA comprise – Article 764/72460 – Emprunt 764/96151 ;

MPE/2019/MOB/090 – (C.E. 21/05/2019) – Achat de 2 pompes à vélo – Montant : 4.000,00 EUR, TVA comprise – Article 425/74151 – Subside 425/66552 ;

La présente délibération ne sera pas transmise à l'autorité de tutelle conformément aux dispositions de l'ordonnance Bruxelloise du 14 mai 1998 ainsi qu'à celles de l'arrêté du Gouvernement de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998.

Kennisgeving aan de Gemeenteraad van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen, met toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – 9 en 23 april en 7, 14 en 21 mei 2019

DE RAAD,

Gelet op de Wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid op artikel 234 §3 waarbij het College gemachtigd is de wijze te kiezen waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund en de voorwaarden vast te stellen voor de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure met toepassing van artikel 42 § 1, 1^a van de wet van 17 juni 2016;

Aangezien datzelfde artikel van de Nieuwe Gemeentewet verduidelijkt dat in dit geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College;

Gelet op de beslissingen van het College in zittingen van 9 en 23 april en 7, 14 en 21 mei 2019 houdende goedkeuring van de gunningswijze van de volgende opdrachten:

OOB/2019/OW/062 – (S.C. 09/04/2019) – Financiële haalbaarheidsstudie voor het nieuwe administratieve centrum – Bedrag: 100.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 104/74760 – Lening

104/96151;

OOB/2019/A21/063 – (S.C. 14/05/2019) – Hydrologische studie op het grondgebied van Ganshoren – Bedrag: 44.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 104/74760 – Reservefonds 104/99551 (4.000,00 EUR, incl. btw) – Subsidie 104/68551 (40.000,00 EUR, incl. btw) ;

OOB/2019/INF/074 – (S.C. 23/04/2019) – Aankoop van een digitaal systeem voor conferentie, stemmen, weergave en opname voor de Gemeenteraadszaal – Bedrag: 130.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 139/74253 bij de 1^e BW – Lening 139/96151;

OOB/2019/KLE/076 – (S.C. 23/04/2019) – Aankoop van 8 tablets voor de kleuterscholen – Gunning – Bedrag: 1.392,00 EUR, incl. btw – Artikel 721/74253 – Lening 721/96151;

OOB/2019/INF/077 – (S.C. 23/04/2019) – Aankoop van een A3-scanner voor de dienst Burgerlijke Stand – Gunning – Bedrag: 759,99 EUR, incl. btw – Artikel 139/74253 – Lening 139/96151;

OOB/2019/COM/078 – (S.C. 23/04/2019) – Aankoop van een dynamisch beeldscherm voor het Gemeentehuis I – Gunning – Bedrag: 1.450,41 EUR, incl. btw – Artikel 104/72460 – Lening 104/96151;

OOB/2019/OO/079 – (S.C. 07/05/2019) – Aankoop van diverse huishoudapparaten voor verschillende diensten – Bedrag: 7.370,00 incl. btw – Artikel 104/74498 (1.000,00 EUR, incl. btw), Reservefonds 104/99551 – Artikel 721/74498 (2.920,00 EUR, incl. btw), Lening 721/96151 – Artikel 766/74498 (1.300,00 EUR, incl. btw), Lening 766/96151 – Artikel 767/74498 (300,00 EUR, incl. btw), Reservefonds 767/99551 – Artikel 875/74498 (1.050,00 EUR, incl. btw), Lening 875/96151 – Artikel 878/74498 (800,00 EUR, incl. btw), Lening 878/96151;

OOB/2019/KER/083 – (S.C. 21/05/2019) – Aankoop van een lichtgewicht bak voor wiellader voor de dienst Kerkhof – Bedrag: 2.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 878/74553 – Reservefonds 878/99551;

OOB/2019/KER/084 – (S.C. 21/05/2019) – Aankoop van een benzine motocultor met bakfrees voor de dienst Kerkhof – Bedrag: 5.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 878/74451 – Lening 878/96151;

OOB/2019/MOB/086 – (S.C. 21/05/2019) – Aankoop van buitenbanken – Bedrag: 10.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 425/74151 – Subsidie 425/66552;

OOB/2019/OW/087 – (S.C. 21/05/2019) – In gelijkvormigheid stellen van de drukknoppen en van de verlichting in de lift van het GH I – Bedrag: 8.852,76 EUR, incl. btw – Artikel 104/72460 – Lening 104/96151;

OOB/2019/OW/089 – (S.C. 21/05/2019) – In gelijkvormigheid stellen van de stookplaats in de kleedkamers van FC Ganshoren – Bedrag: 6.509,80 EUR, incl. btw – Artikel 764/72460 – Lening 764/96151;

OOB/2019/MOB/090 – (S.C. 21/05/2019) – Aankoop van 2 fietspompen – Bedrag: 4.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 425/74151 – Subsidie 425/66552;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, evenals haar wijzigingen;

NEEMT TER KENNISGEVING:

De volgende Collegebeslissingen in zittingen van 9 en 23 april en 7, 14 en 21 mei 2019:

OOB/2019/OW/062 – (S.C. 09/04/2019) – Financiële haalbaarheidsstudie voor het nieuwe administratieve centrum – Bedrag: 100.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 104/74760 – Lening 104/96151;

OOB/2019/A21/063 – (S.C. 14/05/2019) – Hydrologische studie op het grondgebied van Ganshoren – Bedrag: 44.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 104/74760 – Reservefonds 104/99551 (4.000,00 EUR, incl. btw) – Subsidie 104/68551 (40.000,00 EUR, incl. btw) ;

OOB/2019/INF/074 – (S.C. 23/04/2019) – Aankoop van een digitaal systeem voor conferentie, stemmen, weergave en opname voor de Gemeenteraadszaal – Bedrag: 130.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 139/74253 bij de 1^e BW – Lening 139/96151;

OOB/2019/KLE/076 – (S.C. 23/04/2019) – Aankoop van 8 tablets voor de kleuterscholen – Gunning – Bedrag: 1.392,00 EUR, incl. btw – Artikel 721/74253 – Lening 721/96151;

OOB/2019/INF/077 – (S.C. 23/04/2019) – Aankoop van een A3-scanner voor de dienst Burgerlijke Stand – Gunning – Bedrag: 759,99 EUR, incl. btw – Artikel 139/74253 – Lening 139/96151;

OOB/2019/COM/078 – (S.C. 23/04/2019) – Aankoop van een dynamisch beeldscherm voor het Gemeentehuis I – Gunning – Bedrag: 1.450,41 EUR, incl. btw – Artikel 104/72460 – Lening 104/96151;

OOB/2019/OO/079 – (S.C. 07/05/2019) – Aankoop van diverse huishoudapparaten voor verschillende diensten – Bedrag: 7.370,00 incl. btw – Artikel 104/74498 (1.000,00 EUR, incl. btw), Reservefonds 104/99551 – Artikel 721/74498 (2.920,00 EUR, incl. btw), Lening 721/96151 – Artikel 766/74498 (1.300,00 EUR, incl. btw), Lening 766/96151 – Artikel 767/74498 (300,00 EUR, incl. btw), Reservefonds 767/99551 – Artikel 875/74498 (1.050,00 EUR, incl. btw), Lening 875/96151 – Artikel 878/74498 (800,00 EUR, incl. btw), Lening 878/96151;

OOB/2019/KER/083 – (S.C. 21/05/2019) – Aankoop van een lichtgewicht bak voor wiellader voor de dienst Kerkhof – Bedrag: 2.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 878/74553 – Reservefonds 878/99551;

OOB/2019/KER/084 – (S.C. 21/05/2019) – Aankoop van een benzine motocultor met bakfrees voor de dienst Kerkhof – Bedrag: 5.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 878/74451 – Lening 878/96151;

OOB/2019/MOB/086 – (S.C. 21/05/2019) – Aankoop van buitenbanken – Bedrag: 10.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 425/74151 – Subsidie 425/66552;

OOB/2019/OW/087 – (S.C. 21/05/2019) – In gelijkvormigheid stellen van de drukknoppen en van de verlichting in de lift van het GH I – Bedrag: 8.852,76 EUR, incl. btw – Artikel 104/72460 – Lening 104/96151;

OOB/2019/OW/089 – (S.C. 21/05/2019) – In gelijkvormigheid stellen van de stookplaats in de kleedkamers van FC Ganshoren – Bedrag: 6.509,80 EUR, incl. btw – Artikel 764/72460 – Lening 764/96151;

OOB/2019/MOB/090 – (S.C. 21/05/2019) – Aankoop van 2 fietspompen – Bedrag: 4.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 425/74151 – Subsidie 425/66552;

Deze beraadslaging wordt niet naar de toezichthoudende overheid verzonden overeenkomstig de bepalingen van de Brusselse ordonnantie van 14 mei 1998 en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998.

27 **Information au Conseil Communal des décisions prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale – 11 juin 2019**

LE CONSEIL,

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, et plus particulièrement l'article 234 §3 par lequel il est stipulé que le Collège est habilité à choisir le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures et de services et d'en fixer les conditions pour les marchés traités par procédure négociée en application de l'article 42 § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 ;

Vu que ce même article de la Nouvelle Loi Communale précise que, dans ce cas, le Conseil Communal est informé de la décision du Collège lors de sa plus prochaine séance ;

Vu les décisions du Collège en séance du 11 juin 2019 approuvant la fixation du mode de passation des marchés suivants :

MPE/2019/MP/071 – (C.E. 11/06/2019) – Achat d'équipement divers pour différents services – Montant : 17.900,00 EUR, TVA comprise – Article 136/74498 (875,00 EUR, TVA comprise), Fonds de Réserve 136/99551 – Article 137/74498 (9.225,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 137/96151 – Article 423/74498 (1.550,00 EUR, TVA comprise), Fonds de Réserve 423/99551 – Article 766/74498 (2.250,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 766/96151 – Article 875/74498 (1.100,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 875/96151 – Article 878/74498 (2.900,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 878/96151 ;

MPE/2019/CRE/092 – (C.E. 11/06/2019) – Achat d'électroménagers pour les crèches communales et les maisons d'enfants pour l'exercice 2019 – Montant : 15.000,00 EUR, TVA comprise – Article 844/74498 – Emprunt 844/96151 ;

MPE/2019/INF/093 – (C.E. 11/06/2019) – Achat d'un ordinateur portable pour le cabinet du premier Echevin – Montant : 1.527,99 EUR, TVA comprise – Article 139/74253 – Emprunt 139/96151 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que ses modifications ;

PREND POUR INFORMATION :

Les décisions suivantes du Collège en séance du 11 juin 2019 :

MPE/2019/MP/071 – (C.E. 11/06/2019) – Achat d'équipement divers pour différents services – Montant : 17.900,00 EUR, TVA comprise – Article 136/74498 (875,00 EUR, TVA comprise), Fonds de Réserve 136/99551 – Article 137/74498 (9.225,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 137/96151 – Article 423/74498 (1.550,00 EUR, TVA comprise), Fonds de Réserve 423/99551 – Article 766/74498

(2.250,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 766/96151 – Article 875/74498 (1.100,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 875/96151 – Article 878/74498 (2.900,00 EUR, TVA comprise), Emprunt 878/96151 ;

MPE/2019/CRE/092 – (C.E. 11/06/2019) – Achat d'électroménagers pour les crèches communales et les maisons d'enfants pour l'exercice 2019 – Montant : 15.000,00 EUR, TVA comprise – Article 844/74498 – Emprunt 844/96151 ;

MPE/2019/INF/093 – (C.E. 11/06/2019) – Achat d'un ordinateur portable pour le cabinet du premier Echevin – Montant : 1.527,99 EUR, TVA comprise – Article 139/74253 – Emprunt 139/96151 ;

La présente délibération ne sera pas transmise à l'autorité de tutelle conformément aux dispositions de l'ordonnance Bruxelloise du 14 mai 1998 ainsi qu'à celles de l'arrêté du Gouvernement de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998.

Kennisgeving aan de Gemeenteraad van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen, met toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – 11 juni 2019

DE RAAD,

Gelet op de Wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid op artikel 234 §3 waarbij het College gemachtigd is de wijze te kiezen waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund en de voorwaarden vast te stellen voor de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure met toepassing van artikel 42 § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016;

Aangezien datzelfde artikel van de Nieuwe Gemeentewet verduidelijkt dat in dit geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College;

Gelet op de beslissingen van het College in zitting van 11 juni 2019 houdende goedkeuring van de gunningswijze van de volgende opdrachten:

OOB/2019/OO/071 – (S.C. 11/06/2019) – Aankoop van diverse uitrustingen voor verschillende diensten – Bedrag: 17.900,00 EUR, incl. btw – Artikel 136/74498 (875,00 EUR, incl. btw), Reservefonds 136/99551 – Artikel 137/74498 (9.225,00 EUR, incl. btw), Lening 137/96151 – Artikel 423/74498 (1.550,00 EUR, incl. btw), Reservefonds 423/99551 – Artikel 766/74498 (2.250,00 EUR, incl. btw), Lening 766/96151 – Artikel 875/74498 (1.100,00 EUR, incl. btw), Lening 875/96151 – Artikel 878/74498 (2.900,00 EUR, incl. btw), Lening 878/96151;

OOB/2019/KIN/092 – (S.C. 11/06/2019) – Aankoop van huishoudapparaten voor de gemeentelijke kinderdagverblijven en de peuterschool voor het dienstjaar 2019 – Bedrag: 15.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 844/74498 – Lening 844/96151;

OOB/2019/INF/093 – (S.C. 11/06/2019) – Aankoop van een laptop voor het kabinet van de eerste Schepenen – Bedrag: 1.527,99 EUR, incl. btw – Artikel 139/74253 – Lening 139/96151;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de

gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, evenals haar wijzigingen;

NEEMT TER KENNISGEVING:

De volgende Collegebeslissingen in zitting van 11 juni 2019:

OOB/2019/OO/071 – (S.C. 11/06/2019) – Aankoop van diverse uitrustingen voor verschillende diensten – Bedrag: 17.900,00 EUR, incl. btw – Artikel 136/74498 (875,00 EUR, incl. btw), Reservefonds 136/99551 – Artikel 137/74498 (9.225,00 EUR, incl. btw), Lening 137/96151 – Artikel 423/74498 (1.550,00 EUR, incl. btw), Reservefonds 423/99551 – Artikel 766/74498 (2.250,00 EUR, incl. btw), Lening 766/96151 – Artikel 875/74498 (1.100,00 EUR, incl. btw), Lening 875/96151 – Artikel 878/74498 (2.900,00 EUR, incl. btw), Lening 878/96151;

OOB/2019/KIN/092 – (S.C. 11/06/2019) – Aankoop van huishoudapparaten voor de gemeentelijke kinderdagverblijven en de peuterschool voor het dienstjaar 2019 – Bedrag: 15.000,00 EUR, incl. btw – Artikel 844/74498 – Lening 844/96151;

OOB/2019/INF/093 – (S.C. 11/06/2019) – Aankoop van een laptop voor het kabinet van de eerste Schepen – Bedrag: 1.527,99 EUR, incl. btw – Artikel 139/74253 – Lening 139/96151;

Deze beraadslaging wordt niet naar de toezichthoudende overheid verzonden overeenkomstig de bepalingen van de Brusselse ordonnantie van 14 mei 1998 en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998.

Mobilité - Mobiliteit

28 Renouvellement du contrat de mobilité entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Ganshoren (2019)

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre d'un contrat de mobilité ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 1997 modifiant l'Arrêté du 18 juillet 1996 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'Ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II adaptation de l'Arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'Arrêté du 18 juillet 1996 ;

Considérant les intentions du Plan Régional de Développement qui précise « qu'il appartient aux communes de prendre les mesures pour gérer la circulation, notamment en affectant des agents à cette tâche et en convenant des modalités d'interventions rapides en cas d'accident qui perturbe la

circulation sur les voiries où le trafic est important » ;

Considérant que la Région bruxelloise doit évoluer vers une mobilité durable ;

Considérant que les transports en commun, les déplacements à pied et à vélo sont des éléments essentiels d'une mobilité durable ;

Considérant que la promotion de l'utilisation des transports en commun passe notamment par l'amélioration de leur vitesse commerciale ;

Considérant que la promotion des déplacements à pied et à vélo passe par une augmentation de leur sécurisation ;

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement ;

Considérant que la Région encourage les communes à amplifier la présence de leur Police sur les voiries régionales afin d'y maintenir de bonnes conditions de déplacement de tous les usagers ;

Considérant que la subvention régionale sera reversée à la Zone de Police Bruxelles-Ouest ;

Vu le rapport relatif à l'exécution du contrat de mobilité en cours ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

1. D'approuver le rapport relatif à l'exécution du contrat de mobilité en cours.
2. De solliciter une subvention auprès de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'Ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II, adaptation de l'Arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'Arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre d'un contrat de mobilité, pour la surveillance d'un carrefour prioritaire établi en voirie régionale dont le détail figure au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération.
3. De souscrire aux engagements figurant au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération.
4. De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Hernieuwing van het mobiliteitscontract tussen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ganshoren (2019)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn op de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het kader van een mobiliteitscontract ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 juli 1997 tot wijziging van het Besluit van 18 juli 1996 ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2001 houdende uitvoering van de Ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer afdeling II aanpassing van het Besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het Besluit van 18 juli 1996 ;

Overwegende dat het Gewestelijke Ontwikkelingsplan stelt dat « de gemeenten de nodige maatregelen moeten nemen voor het beheer van het verkeer in het bijzonder door agenten voor deze taak in te zetten en afspraken te maken voor snelle tussenkomsten bij ongevallen die het verkeer op drukke wegen verstoren »;

Overwegende dat de Brusselse Regering een duurzame mobiliteit moet ontwikkelen ;

Overwegende dat het openbaar vervoer, de verplaatsingen te voet en per fiets essentiële elementen zijn voor een duurzame mobiliteit ;

Overwegende dat het promoten van het gebruik van het openbaar vervoer de verbetering van de commerciële snelheid vereist ;

Overwegende dat het promoten van de verplaatsingen te voet of per fiets de verbetering van hun veiligheid vereist ;

Overwegende dat de opstoppingen nefast zijn voor de socio-economische werking van de gemeente en dat deze schadelijke gevolgen hebben op de gezondheid en het leefmilieu ;

Overwegende dat het Gewest de gemeenten aanmoedigt om de aanwezigheid van hun Politie op de gewestelijke wegen uit te breiden, teneinde er goede verkeersomstandigheden te behouden voor alle weggebruikers ;

Overwegende dat de gewestelijke toelage dient aan de Politiezone Brussel-West doorgestort te worden;

Gelet op het verslag over de uitvoering van het huidige mobiliteitscontract ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT:

1. Het verslag betreffende de uitvoering van het vigerende mobiliteitscontract goed te keuren.
2. Een toelage bij het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest aan te vragen, overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2001 houdende uitvoering van de Ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer afdeling II, aanpassing van het Besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het Besluit van 18 juli 1996 houdende vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het kader van een mobiliteitscontract, voor het toezicht van een voorrangskruispunten van het gewestelijk wegennet zoals in detail opgenomen in het bijgevoegd mobiliteitscontract.

3. In te stemmen met de voorstellen opgenomen in het bijgevoegd mobiliteitscontract.

4. Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van huidige beslissing.

3 annexes / 3 bijlagen

CourrierRégion22mai2019.pdf, Mobiliteitscontract2019.pdf, ContratMobilité2019.pdf

29 **Fonds de sécurité routière - Modestes travaux d'infrastructure - Subsidies - Approbation de la convention**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le courrier du Cabinet du Ministre Pascal Smet du 20 décembre 2018 concernant l'appel à subventions en vue d'opérer des modestes travaux d'infrastructure routière afin de résoudre des problèmes ponctuels sur les voiries communales ;

Vu sa décision du 22 janvier 2019 d'approuver l'exécution de travaux et d'approuver l'envoi du dossier de demande de subsidies octroyés avec une partie du Fonds de Sécurité Routière ;

Considérant que la Région de Bruxelles Capitale accepte de subsidier des travaux pour un montant estimé à 126.646,94 EUR, TVAC, à savoir :

- Maitrise de zone 30, avenue Marie de Hongrie, interventions ponctuelles de sécurisations de carrefours/sections (projets 6, 7, 8, 9, 10, 11) : sécurisation de carrefours/traversées piétonnes (plateaux, extension de trottoirs, règlementation zone résidentielle, etc.) sis en abords d'école.

Vu le projet de convention établi par Bruxelles Mobilité ;

Considérant que pour tout subside d'un montant supérieur à 15.000 EUR, une convention doit être signée entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune ;

Décide :

D'approuver la convention dans les termes suivants :

CONVENTION

Entre :

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Mobilité et des Travaux publics, Monsieur Pascal Smet, et la Secrétaire d'Etat en charge de la sécurité routière, Madame Bianca Debaets,

Dénommée ci-après « *La Région* »

Et

La commune de Ganshoren, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Pierre Kompany, Bourgmestre, et Madame Darline D'Oosterlynck, Secrétaire Communal f.f., agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil Communal et de la non-annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire, d'une subvention de la Région d'un montant de **124.646,94 EUR**, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 avril 2019.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour l'organisation et l'exécution de petits travaux d'infrastructure visant la sécurisation de celle-ci, conformément au plan d'actions de sécurité routière 2011-2020, ci-après « Travaux ».

La Région finance les Travaux :

- Maitrise de zone 30, avenue Marie de Hongrie, interventions ponctuelles de sécurisation de carrefours/sections (projets 6, 7, 8, 9, 10, 11) : sécurisation de carrefours/traversées piétonnes (plateaux, extension de trottoirs, règlementation zone résidentielle, etc.) sis en abords d'école.

Le budget prévisionnel maximal de la subvention au montant de **124.646,94 EUR** relatif à la présente convention comprend les dépenses suivantes du Bénéficiaire sur les Travaux, éligibles pour justification dans le cadre de la convention et de l'arrêté de Subvention. Il s'établit sous la forme suivante :

Postes des dépenses	Total (TVAC)	A prendre en charge par la Région	Pris en charge par d'autres	Financés par des fonds propres
Frais de fonctionnement				

Frais de personnel				
Frais de matériel				
Frais administratifs				
Frais de sous-traitance, tiers, honoraires				
Frais de déplacement				
Frais de séjour				
Frais de promotion et publication				
Frais de loyer et charges locatives				
Frais de nourriture				
Frais d'investissements	124.646,94	124.646,94		
Total	124.646,94 €	124.646,94 €		

Toute modification à ce budget prévisionnel requiert l'accord des deux parties et doit faire l'objet d'un avenant avant l'échéance de la présente convention.

Article 2 - Contrôle des subventions

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par la bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Article 3 - Durée

La convention porte sur une période de 2 ans à partir de l'entrée en vigueur de la convention. Cette période peut être prolongée en fonction des procédures de marché public, et de l'évolution des Travaux de réaménagement moyennant l'accord du Ministre chargé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de la Mobilité et des Travaux et de la Secrétaire d'Etat chargée de la Sécurité Routière, endéans la période de couverture de la subvention.

Article 4 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement

La subvention de **124.646,94 EUR** est liquidée en deux tranches :

- Une première tranche de **62.323,447 EUR** (soit 50% du montant global de la subvention), immédiatement après la notification au Bénéficiaire, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale lui octroyant la subvention, et sur présentation d'une déclaration de créance pour la première tranche, par virement sur le compte bancaire du Bénéficiaire n° BE92 0910 0014 4923 ;
- Le solde de **62.323,447 EUR** (soit les 50% restants du montant global de la subvention) sur présentation d'une déclaration de créance pour le solde dû, accompagnée de toutes les pièces justificatives des dépenses éligibles (factures). Chaque justificatif présenté devra obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense.

Le dossier complet doit être introduit **selon les modalités reprises ci-dessous**, au plus tôt après la réception provisoire des travaux et au plus tard trois mois après la réception provisoire des travaux. Ce délai pourra le cas échéant être prolongé avec l'accord des Parties endéans la période de couverture de la subvention. Si le dossier final est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

La **déclaration de créance** est à envoyer, **pour chaque tranche** :

- soit sous format électronique PDF à invoice@sprb.brussels (chaque e-mail ne contenant qu'une demande de paiement unique, dans un seul fichier PDF) ;
- soit sous format papier (exemplaire **original**) au Service public régional de Bruxelles, Direction Comptabilité, CCN, 8ème étage - local 8.119, rue du Progrès, 80, boîte 1, à 1035 Bruxelles.

Les **documents suivants** sont à envoyer sous format papier au Service public régional de Bruxelles, Bruxelles Mobilité, Direction Support, CCN, 7ème étage, rue du Progrès 80, boîte 1, à 1035 Bruxelles et ceci, à l'attention du Directeur :

- copie de la déclaration de créance ;
- déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside ;
- tableau récapitulatif des pièces justificatives ;
- décompte final des dépenses et recettes ;
- pièces justificatives en un exemplaire **original** (avec extrait de compte ou ticket prouvant la dépense).

Article 5 - Présentation des pièces justificatives

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiant, la ventilation entre pouvoirs subsidiant devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces, le nom du fournisseur, la date de la pièce, le montant hors TVA, le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée. La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

Article 6 - Paiements

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.
Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 7 – Maîtrise d’ouvrage et principes d’aménagement

1. Les objectifs des aménagements sont les suivants :
 - Sécurisation de l’abord d’école et/ou maîtrise de la vitesse au sein de la zone.
2. Le Bénéficiaire est tenu de respecter les principes suivants :
 - ordonnance du 3 juillet 2008 relative aux chantiers en voirie.
 - ordonnance du 26 juillet 2013 relative à l’accès et à l’échange d’informations sur les câbles souterrains et sur les conduites et les canalisations souterraines.
 - recommandations des vade-mecum régionaux, dont le Cahier de l’accessibilité.
 - recommandations du plan d’actions de sécurité routière 2011-2020.
 - Code du gestionnaire.
 - RRU.
 - En particulier, les traversées piétonnes, même suggérées dans le cas des trottoirs traversant, seront équipées de dalles podotactiles et se feront sans ressaut (cf. cahier de l’accessibilité piétonne).
3. Le Bénéficiaire est en tant que maître d’ouvrage l’unique responsable de la procédure d’attribution des marchés publics.

Le maître d’ouvrage exécute les opérations suivantes :

- il rédige, approuve et publie les avis de marché (ou appel à candidats) et les cahiers des charges ;
- il rédige et approuve les décisions motivées de sélection et/ou d’attribution ;
- il notifie les marchés et/ou tranches et donne les ordres de services pour les différentes phases ;
- il désigne en son sein le fonctionnaire dirigeant et ses adjoints ;
- il assure le suivi des marchés, notamment par l’établissement et l’approbation des éventuels avenants et/ou décomptes, la rédaction et la notification des procès-verbaux de constat ainsi que leur traitement ultérieur, etc. ;
- il contrôle et approuve les déclarations de créance et procède au paiement des factures ;
- il accorde les réceptions techniques, provisoires et définitives.

4. Le Bénéficiaire assure la coordination des travaux des impétrants.

Article 8 - Responsabilité

Le Bénéficiaire est l'unique responsable comme maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution des Travaux et s'engage à garantir la Région contre tout recours de tiers ou des participants ou les adjudicataires qui trouvent son origine dans l'exécution des Travaux, des services ou fournitures pour la réalisation des Travaux.

La Région ne peut en aucun cas être tenue ou liée par des obligations contractuelles, quasi contractuelles délictuelles ou quasi délictuelles qui ont été conclues par le Bénéficiaire dans le cadre des marchés de services, de fournitures et de travaux.

Article 9 – Communication

Toute communication aux riverains, à la population, aux usagers de la route, ainsi que les communiqués et conférences de presse relatifs aux travaux de réaménagement, sont organisés en concertation avec les cabinets du Ministre de la Mobilité et des Travaux Publics et de la Secrétaire d'Etat chargée de la Sécurité Routière. Tout support de communication devra obligatoirement faire mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité associé au logo « Bien en route ».

Article 10 – Réception des travaux

Le Bénéficiaire invite Bruxelles Mobilité à participer aux réceptions provisoires et définitives des travaux.

Article 11 - Imputation budgétaire

Le montant de la subvention est imputable sur l'allocation de base 17.007.28.01.6321 EF du budget 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 12 - Litiges

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

Article 13 - Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

Service public régional de Bruxelles
Bruxelles Mobilité – cellule Politique de Sécurité Routière
A l'attention de Jean-Rodolphe DUSSART, Directeur-chef de Service
CCN – 9^e étage
Rue du Progrès 80 – Boîte 1
1035 BRUXELLES
Personnes de contact : Françoise Godart (fgodart@sprb.brussels) et Isabelle Janssens (ijanssens@sprb.brussels), Bruxelles Mobilité, cellule Politique de Sécurité Routière

2. Pour le Bénéficiaire

La commune de Ganshoren
Collège des Bourgmestre et Echevins
Avenue Charles-Quint 140
1083 Bruxelles
Personne de contact : Luis Miguel Ribeiro, service Travaux Publics,
lmribeiro@ganshoren.irisnet.be

Article 14 – Entrée en vigueur de la convention

La présente convention, signée par les parties, entre en vigueur lorsque la décision du conseil communal l'approuvant sera rendue exécutoire.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le

Pour le Conseil Communal de la commune de Ganshoren	Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles- Capitale chargé de la Mobilité et des Travaux publics	La Secrétaire d'Etat chargée de la Sécurité routière

Le Bourgmestre, Pierre KOMPANY	La Secrétaire communale f.f., Darline D'OOSTERLYNCK	Pascal SMET	Bianca DEBAETS

Verkeersveiligheidsfonds - Kleine infrastructuurwerken - Subsidies - Goedkeuring van de overeenkomst

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de brief van 20 december 2018 betreffende de subsidieoproep voor kleine werken van verkeersinfrastructuur om punctuele problemen op gemeentewegen op te lossen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 januari 2019 om de uitvoering van de werken goed te keuren en keurt de verzending van het aanvraagdossier voor de toegekende subsidies deels gesubsidieerd door het Verkeersveiligheidsfonds, goed te keuren;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aanvaard om de werken te subsidiëren voor een geraamd bedrag van 126.646,94 EUR inclusief BTW, namelijk:

- Beheer zone 30, Maria van Hongarijelaan, regelmatige veiligheidsinterventies van kruispunten/secties (projecten 6, 7, 8, 9, 10, 11) : beveiliging van kruispunten/voetgangersoversteekplaatsen (plateaus, voetpaduitstulpingen, reglementering bewonerszone, enz.) gelegen in schoolomgevingen.

Gelet op het ontwerp van overeenkomst opgemaakt door Brussel Mobiliteit ;

Overwegende dat voor elke subsidie van een bedrag hoger dan € 15.000, een overeenkomst dient ondertekend te worden door het gewest en de gemeente;

Beslist,

om de overeenkomst in de volgende termen goed te keuren :

OVEREENKOMST

Tussen:

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Mobiliteit, Pascal Smet, en door de staatssecretaris bevoegd voor Verkeersveiligheid, Bianca Debaets,

Hierna “het Gewest” genoemd,

En

de gemeente Ganshoren, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, waarvoor gezamenlijk optreden de heer Pierre Kompany, en Mevrouw Darline D’Oosterlynck, Gemeentesecretaris dd., met de opschortende voorwaarde van goedkeuring van deze overeenkomst door de Gemeenteraad en van de niet-vernietiging binnen de wettelijke termijn van de bedoelde goedkeuringsbeslissing door de toezichthoudende overheid op de plaatselijke besturen,

Hierna “de begunstigde” genoemd,

wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

Onderhavige overeenkomst bepaalt de modaliteiten voor de toekenning aan de begunstigde, van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van **124.646,94 EUR** overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van **4 april 2019**.

In geen enkel geval mag het toepassingsveld van bovenvermeld besluit gewijzigd, ingeperkt of uitgebreid worden krachtens onderhavige overeenkomst.

De subsidie wordt toegekend aan de begunstigde voor de uitvoering van kleine ingrepen met het oog op het verkeersveiliger maken van de infrastructuur overeenkomstig het actieplan voor verkeersveiligheid 2011-2020, hierna “de werken” genoemd.

Het Gewest financiert de werken met betrekking tot :

- Beheer zone 30, Maria van Hongarijelaan, regelmatige veiligheidsinterventies van

kruispunten/secties (projecten 6, 7, 8, 9, 10, 11) : beveiliging van kruispunten/voetgangersoversteekplaatsen (plateaus, voetpaduitstulpingen, reglementering bewonerszone, enz.) gelegen in schoolomgevingen.

De maximale voorbegroting van de subsidie ten bedrage van **124.646,94 EUR** waarop deze overeenkomst betrekking heeft, omvat de volgende uitgaven van de begunstigde van de werken, die in aanmerking komen voor verantwoording in het kader van de overeenkomst en het subsidiebesluit :

Uitgavenposten	Totaal (incl. btw)	Ten laste te nemen door het Gewest	Ten laste genomen door anderen	Gefinancierd met eigen fondsen
Werkingskosten				
Personeelskosten				
Materiaalkosten				
Administratieve kosten				
Kosten voor onderaanneming, derden, honoraria				
Verplaatsingskosten				
Verblijfskosten				
Promotie- en publicatiekosten				
Kosten voor huurprijzen en -lasten				
Maaltijdkosten				
Investeringskosten	124.646,94	124.646,94		
Totaal	124.646,94 €	124.646,94 €		

Elke wijziging aangebracht aan deze voorbegroting vereist de instemming van beide partijen en moet het voorwerp uitmaken van een addendum voorafgaand aan het verstrijken van deze overeenkomst.

Artikel 2 - De controle op de subsidies

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zijn van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso overgenomen :

Art 92 : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing

houdende toekenning van een subsidie nauwkeurige aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art. 93 : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art. 94 : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde :

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend ;
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert ;
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95 : Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Artikel 3 - Duur

De overeenkomst dekt een periode van 2 jaar vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst. Deze periode kan verlengd worden in functie van de openbare-aanbestedingsprocedures en van het vorderen van de werken van heraanleg, en na het akkoord binnen de geldigheidsperiode van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken en van de staatssecretaris bevoegd voor Verkeersveiligheid.

Artikel 4 – Betalingsmodaliteiten en stukken te bezorgen bij de aanvraag tot betaling

De subsidie van **124.646,94 EUR** wordt in twee schijven uitbetaald.

- een eerste schijf van **62.323,447 EUR** (of 50% van het totale subsidiebedrag), onmiddellijk na kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde, door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van de subsidie, en na het indienen van een schuldvordering voor de genoemde

schijf, door middel van storting op het bankrekeningnr. BE92 0910 0014 4923;

- het saldo van **62.323,447 EUR** (of de resterende 50% van het totale subsidiebedrag) na het indienen van een schuldvordering voor het verschuldigde saldo samen met alle verantwoordingsstukken (facturen) van de in aanmerking komende uitgaven. Elk verantwoordingsstuk dat voorgelegd wordt, moet vergezeld worden van een rekeninguittreksel of een ticket dat de uitgave bewijst.

Het volledige dossier moet **volgens de hieronder opgegeven modaliteiten** worden ingediend, vermeld, ten vroegste na de voorlopige oplevering van de werken en ten laatste drie maanden na de voorlopige oplevering van de werken. Deze termijn kan in voorkomend geval verlengd worden, met instemming van de partijen binnen de geldigheidsperiode van de subsidie. Als het einddossier na die datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit verband wordt dan automatisch tenietgedaan.

De **schuldvordering** moet voor elke schijf verzonden worden:

- ofwel in elektronisch PDF-formaat naar invoice@gob.brussels (elke e-mail mag slechts één enkele betalingsaanvraag bevatten, in één PDF-document);
- ofwel in papieren formaat (**origineel** exemplaar) naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Directie Boekhouding, CCN, 8ste verdieping – bureau 8.119, Vooruitgangstraat 80 bus 1, te 1035 Brussel.

De **volgende documenten** moeten verzonden worden in papieren formaat naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Mobiliteit, Directie Administratieve Ondersteuning, CCN, 5de verdieping, Vooruitgangstraat 80 bus 1, 1035 Brussel, en dit ter attentie van de directeur:

- kopie van de schuldvordering;
- verklaring op erewoord betreffende het goede gebruik van de subsidie;
- samenvattende tabel van de bewijsstukken;
- eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven;
- verantwoordingsstukken in één **origineel** exemplaar (met rekeninguittreksel of ticket dat de uitgave bewijst).

Artikel 5 – Indiening van de verantwoordingsstukken

In geval van meerdere financieringen van diverse oorsprong, dient de begunstigde ervoor te zorgen dat er geen enkele onduidelijkheid bestaat over de ingediende stukken, zowel op het ogenblik van de aanvraag tot betaling als tijdens eventuele latere controles. Deze controles kunnen zowel een controle van de stukken als een controle ter plaatse inhouden.

Wanneer een verantwoordingsstuk bij meerdere subsidiërende overheden wordt ingediend, dient de

verdeling tussen de subsidiërende overheden vooraf aanvaard te zijn en dient ze vermeld te worden op alle originele stukken.

De verantwoordingsstukken dienen ofwel gekwiteerd te zijn, ofwel vergezeld van het bewijs van betaling (rekeninguittreksels of eender welke andere vorm van bewijs van betaling). Als matiging van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en kopieën van de betalingsbewijzen toegelaten.

Ze moeten chronologisch worden genummerd en moeten voorafgegaan worden door een lijst waarin, in de volgorde van de genummerde stukken, de naam van de leverancier, de datum van het document, het bedrag exclusief btw en desgevallend het bedrag inclusief btw, d.w.z. als er btw verschuldigd is, dient te worden vermeld. De lijst moet worden afgesloten met een totaal en moet worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan in naam van de begunstigde.

Artikel 6 - Betalingen

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de budgettaire kredieten.
Ze gebeuren zo spoedig mogelijk, rekening houdende met de voorwaarden inzake controle.

Artikel 7 – Opdrachtgeverschap en principes voor de invoering

1. Dit zijn de doelstellingen van de aanleg :
 - a. Veiliger maken van de schoolomgeving en/of snelheidsbeheersing binnen de zone.

2. De begunstigde moet de volgende principes naleven :
 - de ordonnantie van 3 juli 2008 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg
 - de ordonnantie van 26 juli 2013 betreffende de toegang tot en de uitwisseling van informatie over ondergrondse kabels, buizen en leidingen.
 - de aanbevelingen van de gewestelijke vademecums, waaronder het Cahier voetgangerstoegankelijkheid.
 - de aanbevelingen van het Actieplan verkeersveiligheid 2011-2020.
 - de Code van de wegbeheerder.
 - GSV.
 - in het bijzonder moeten de oversteekplaatsen voor voetgangers, zelfs die welke gesuggereerd worden in het kader van de doorlopende trottoirs, uitgerust worden met podotactiele tegels en zonder opstand zijn (cf. cahier voetgangerstoegankelijkheid).

3. De begunstigde is als opdrachtgever de enige verantwoordelijke voor de gunningsprocedure

van de overheidsopdrachten.

De opdrachtgever voert de volgende verrichtingen uit :

- hij/zij stelt de aankondigingen van de opdracht (of oproepen tot kandidaten) op, keurt ze goed en publiceert ze, alsook de bestekken ;
- hij/zij stelt de gemotiveerde selectie- en/of gunningsbeslissingen op en keurt ze goed ;
- hij/zij betekent de opdrachten en/of schijven en geeft de dienstorders voor de verschillende fasen ;
- hij/zij duidt intern de leidende ambtenaar en zijn/haar medewerkers aan ;
- hij/zij volgt de opdrachten op, onder meer door eventuele addenda en/of afrekeningen op te stellen en goed te keuren, door processen-verbaal van bevinding op te stellen en te betekenen en verder af te handelen, enz. ;
- hij/zij controleert de schuldvorderingen, keurt die goed en betaalt de facturen ;
- hij/zij kent de technische, voorlopige en definitieve oplevering toe.

4. De begunstigde coördineert de werken van de nutsbedrijven.

Artikel 8 – Verantwoordelijkheid

Als opdrachtgever blijft de begunstigde de enige verantwoordelijke voor de uitvoering van de werken. Hij verbindt zich ertoe het Gewest te vrijwaren van elke vordering van derden, deelnemers of opdrachtnemers waaraan de uitvoering van de werken, met inbegrip van de eraan verbonden levering en diensten, ten grondslag ligt.

Het Gewest kan onder geen beding gehouden of verbonden worden geacht door contractuele, quasi-contractuele, delictuele of quasi-delictuele verbintenissen die door de begunstigde zijn aangegaan in het kader van overheidsopdrachten voor werken, leveringen of diensten.

Artikel 9 - Communicatie

Alle mededelingen aan de omwonenden, aan de bevolking en aan de weggebruikers alsook de perscommuniqués en -conferenties over de heraanlegwerken moeten georganiseerd worden in overleg met de kabinetten van de minister van Mobiliteit en Openbare Werken en van de staatssecretaris bevoegd voor Verkeersveiligheid. Elke communicatiedrager moet verplicht de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vermelden, alsook het logo van het Gewest en/of het logo van Brussel Mobiliteit met het logo “Goed op Weg”.

Artikel 10 - Oplevering van de werken

In overeenstemming met het hierboven vermelde protocol wordt Brussel Mobiliteit uitgenodigd om deel te nemen aan de voorlopige en definitieve oplevering van de werken.

Artikel 11 – Budgettaire aanrekening

Het bedrag van de subsidie wordt aangerekend op basisallocatie 17.007.28.01.6321 EF van de begroting 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 12 - Geschillen

Alle geschillen betreffende deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Artikel 13 - Bezorgen van de documenten

Alle notificaties en kennisgevingen die krachtens deze overeenkomst gegeven moeten worden, dienen door de partijen op geldige wijze te worden verstuurd naar de volgende adressen:

1. Voor het Gewest

Gewestelijke Overheidsdienst Brussel
Brussel Mobiliteit - cel Verkeersveiligheidsbeleid
Ter attentie van de heer Jean-Rodolphe DUSSART, Directeur-diensthoofd
CCN – 9^{de} verdieping
Vooruitgangstraat 80 – Bus 1
1035 BRUSSEL

Contactpersonen: Isabelle Janssens (ijanssens@sprb.brussels) en Françoise Godart (fgodart@sprb.brussels), Brussel Mobiliteit, cel Verkeersveiligheidsbeleid.

2. Voor de begunstigde

Gemeente Ganshoren
College van burgemeester en schepenen
Keizer Karellaan 140
1083 Brussel

Contactpersoon : Luis Miguel Ribeiro, Dienst Openbare Werken, lmribeiro@ganshoren.irisnet.be

Artikel 14 - Inwerkingtreding van de overeenkomst

Deze overeenkomst, ondertekend door de partijen, treedt in werking zodra de gemeenteraad ze heeft goedgekeurd en uitvoerbaar verklaard.

Voor de gemeente Ganshoren		De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Mobiliteit en Openbare Werken	De staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor Verkeersveiligheid
Pierre KOMPANY, Burgemeester	Darline D'OOSTERLYNCK, Gemeentesecretaris dd.	Pascal SMET	Bianca DEBAETS

4 annexes / 4 bijlagen

20190122 Collège Nutons Approbation devis.pdf, 2019_GAN_Infra_Convention_FR_OK.pdf,

2019_GAN_Infra_Overeenkomst_NL_OK.pdf, 20181228 BM appel à subventions sécurité routière.pdf

30 **"Dimanche sans voiture" du 22 septembre 2019 - Accord de coopération avec les autres communes de la Région de Bruxelles-Capitale**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 19 décembre 2018 entre les Bourgmestres des dix-neuf communes de l'Arrondissement Administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 22 septembre 2019 aura lieu la « Journée sans voiture » ;

Considérant que le Conseil Communal décide de s'associer également à cet événement ;

Considérant que, à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Considérant qu'il convient, dès lors, d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Considérant que, à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

ARRETE :

Article unique. L'accord conclu le 19 décembre 2018 entre le Bourgmestre de la commune de Ganshoren et les Bourgmestres des dix-huit autres communes de l'Arrondissement Administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

"Autoloze zondag" van 22 september 2019 - Samenwerkingsakkoord met de andere gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikel 117 ;

Gelet op het akkoord gesloten op 19 december 2018 tussen de Burgemeesters van de negentien gemeenten van het Administratieve Arrondissement Brussel-Hoofdstad ;

Overwegende dat op 22 september 2019 de dag « Zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt ;

Overwegende dat de Gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten ;

Overwegende dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten ;

Overwegende dat bovendien coherentie dient verzekerd te worden bij de uitreiking van doorgangsbewijzen ;

Overwegende dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten ;

BESLUIT:

Enig artikel. Het akkoord dat op 19 december 2018 gesloten werd tussen de Burgemeester van de gemeente Ganshoren en de Burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het Administratieve Arrondissement Brussel-Hoofdstad wordt goedgekeurd.

Secrétariat Communal - Gemeentesecretariaat

31 Interpellation d'un Conseiller communal - M. Karl Vanlouwe - Le terrain multi-sports.

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation de M. Vanlouwe, Conseiller Communal.

Pour le quartier du « Clos de Tarins », une demande de permis d'aménagement du territoire a été soumise pour la construction d'un nouveau site multisports clôturé.

A l'avenue Joseph Peereboom, un terrain de sport artificiel serait aménagé avec une surface synthétique pour remplacer le terrain en herbe existant et le terrain multisports serait entièrement clôturé par une construction en métal.

Il y a des inquiétudes à ce sujet chez les habitants. En exemple, une pétition a été lancée, des objections ont été déposées lors de l'enquête publique et même un site Web a été créé.

Les résidents locaux ne sont absolument pas contre les infrastructures pour les jeunes, mais s'interrogent à juste titre sur la nécessité de ce nouveau projet.

Dans notre commune, il existe de nombreux terrains de sport : plusieurs terrains de football (à proximité immédiate), un centre sportif, des courts de tennis, etc.

À seulement 300 mètres, il existe déjà un terrain de sport similaire (pour le basketball, le football, le fitness). Par ailleurs en 2018, cette infrastructure a été entièrement renouvelée.

Des questions peuvent donc être posées sur la nécessité de cette nouvelle infrastructure sportive.

Pouvez-vous répondre aux questions suivantes :

1 / Une étude a-t-elle été réalisée sur la question et la nécessité d'un terrain multisports sur l'Avenue Joseph Peerenboom dans notre commune ? Son impact sur l'environnement (eau, nature, habitants, etc.) a-t-il été pris en compte ?

Quels sont les résultats de cette recherche ? L'utilisation et la capacité d'utilisation des autres infrastructures sportives et de loisirs de la commune ont-elles été examinées ?

2 / Des consultations avec les clubs sportifs et / ou les clubs de loisirs de la commune ont-elles eu lieu à ce sujet ?

3 / Quel budget a été prévu pour l'étude et la construction de ce terrain multisports ?

Interpellatie van een Gemeenteraadslid - Dhr. Karl Vanlouwe - Multi-sporterrein.

De Raad neemt kennis van de interpellatie van dhr Vanlouwe, Gemeenteraadslid.

Voor de wijk "Clos de Tarins" werd een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning ingediend voor de bouw van een omheind multi-sporterrein.

Ter hoogte van de Joseph Peereboomlaan zou een kunstmatig sportterrein worden aangelegd met een aangelegde synthetische ondergrond op beton en dit ter vervanging van het aanwezige grasveld.

Het multi-sporterrein zou volledig omheind zijn door een metalen constructie.

Hierover bestaat -terecht- ongerustheid bij heel buurtbewoners. Zo werd een petitie opgestart, werden er bezwaren ingediend tijdens het openbaar onderzoek en werd zelfs een website opgestart.

De buurtbewoners zijn absoluut niet gekant tegen infrastructuur voor jongeren maar stellen zich terecht vragen bij de noodzaak van dit nieuwe project. Zo bestaan er in onze gemeente heel wat sportterreinen : meerdere voetbalvelden (in de onmiddellijke omgeving), een sportcentrum, tennisterreinen,...

Op amper 300 meter is er reeds een gelijkaardig sportterrein (voor basket, voetbal, fitness). Deze infrastructuur werd zelfs in 2018 volledig vernieuwd en aangepast. Er kunnen dan ook vragen gesteld worden over de noodzaak van deze nieuwe sportinfrastructuur.

Kan u dan ook toelichting geven bij volgende vragen :

1/ Werd er een onderzoek gedaan naar de vraag en noodzaak van een multi-sportterrein aan de Joseph Peerenboomlaan in onze gemeente ? Werd rekening gehouden met de impact ervan op de omgeving (water, natuur, bewoners,...) ?

Wat zijn de resultaten van dit onderzoek ? Werd onderzocht wat het gebruik en de bezettingsgraad is van de andere sport-en vrijetijdsinfrastructuur in de gemeente ?

2/ Werd hierover overleg gepleegd met de sportverenigingen en/of vrijetijdsverenigingen van de gemeente ?

3/ Welk budget werd voorzien voor de studie en de aanleg van dit multi-sportterrein ?

32 **Interpellation d'un Conseiller communal - M. Abderrahim Cherké - Poteaux de la rue Victor Lowet.**

Le Conseil prend connaissance de l'interpellation de M. Cherké, Conseiller Communal.

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Mesdames et Messieurs les conseiller.e.s,
Cher.e.s collègues,

La rue Victor Lowet est répertoriée comme étant une rue sans issue. En effet, des plots pour fermer la rue ont été installés par la commune à hauteur de l'internat Don Bosco (sis 12 rue Victor Lowet). A remarquer que les vélos et les motos à deux roues peuvent aisément passer entre les plots. Ces plots en bois sont amovibles. Ils sont constamment retirés par des passants qui utilisent la rue Victor Lowet comme raccourci pour emprunter alors la rue Vanderveken.

Les employés communaux passent très régulièrement remettre les plots retirés en place. Les riverains de la rue Lowet se plaignent de cette situation. Le trafic automobile augmente dans la rue et la vitesse non adaptée des automobilistes est un danger pour les enfants se rendant ou revenant de l'école. Comme les personnes se déplaçant en voiture savent que ces plots peuvent facilement être retirés, ils ne se gênent plus pour s'arrêter, les enlever et continuer leur chemin.

En conséquence, je pose les questions suivantes :

- Qu'envisage le Collège du Bourgmestre et Echevins de la Commune de Ganshoren pour placer un autre dispositif fiable qui ne peut être démonté par le premier venu ?
- Un bac à fleurs suffisamment lourd et ne pouvant être déplacé par une personne serait-il approprié ? A défaut, d'autres dispositifs pourraient-ils être placés à la place ?
- Quid de l'accord des pompiers en cas de placement d'un autre dispositif pour fermer la rue ?
- Dans quel délai une solution verrait le jour à ce sujet ?

Je vous remercie, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, Mesdames et Messieurs les conseiller.e.s , cher.e.s collègue.s de l'attention que vous portez à cette question.

Abderrahim Cherké
Conseiller communal

Interpellatie van een Gemeenteraadslid - Dhr. Abderrahim Cherké - Palen op de Victor Lowetstraat.

De Raad neemt kennis van de interpellatie van dhr Cherké, Gemeenteraadslid.

Mijnheer de Burgemeester,
Dames en heren Schepenen,
Dames en heren Gemeenteraadsleden,
Beste collega's,

De Victor Lowetstraat staat vermeld als een doodlopende straat. Inderdaad, palen om de straat te sluiten werden geïnstalleerd door de gemeente voor het Don Bosco internaat (op Victor Lowetstraat, nummer 12). Merk op dat fietsen en tweewielige motorfietsen gemakkelijk kunnen passeren tussen de palen. Deze houten palen zijn afneembaar. Ze worden voortdurend verwijderd door mensen die Victor Lowetstraat gebruiken als een snelkoppeling om naar de Vandervekenstraat te gaan.

De gemeentelijke medewerkers komen heel regelmatig om de verwijderde palen op hun plaats terug te zetten. De bewoners van Lowetstraat klagen over deze situatie. Het autoverkeer neemt in de straat toe en de ongepaste snelheid van automobilisten is een gevaar voor kinderen die van of naar school reizen. De mensen die met de auto reizen weten dat deze palen gemakkelijk kunnen worden verwijderd en ze aarzelen ze niet om te stoppen, de palen te verwijderen en hun weg te vervolgen. Daarom stel ik de volgende vragen:

Wat wil het College van de gemeente Ganshoren nog een betrouwbaar apparaat plaatsen dat niet door de eerste onderzoeker kan worden gedemonteerd?

Zou een bloembak die zwaar genoeg is en niet door een persoon kan worden bewogen geschikt zijn? Zo niet, kunnen er dan andere apparaten worden geplaatst?

Hoe zit het met de brandweer die akkoord gaat met een ander apparaat om de straat te sluiten?

Hoe snel komt er een oplossing?

Ik dank u, Burgemeester, dames en heren, Gemeenteraadsleden, beste collega's, voor uw aandacht voor deze vraag.

Abderrahim Cherké
Gemeenteraadslid

1 annexe / 1 bijlage

3. M. Cherke - Plots se trouvant à la rue Victor Lowet à hauteur de l'internat Don Bosco.docx

33 Question orale d'un Conseiller Communal - Karima Souiss - Nuisances suite à la circulation drève de Rivieren

Le Conseil prend connaissance de la question orale de Mme Karima Souiss, Conseillère Communale, concernant les nuisances engendrées par la circulation drève de Rivieren :

Mesdames et Messieurs membres du Collège,

Plusieurs habitants de la drève de Rivieren m'ont interpellée suite à la pollution qui nuit à leur qualité de vie, la vitesse excessive des véhicules qui s'engagent dans la rue, la sécurité menacée ainsi que le bruit intense qu'engendre le passage dans les 2 sens des automobilistes et camions qui empruntent la drève de Rivieren, sans compter sur l'étroitesse de la rue qui occasionne des accrochages de

rétrovisseurs des voitures en stationnement.

J'en ai d'ailleurs, moi-même, été victime à deux reprises.

Afin d'améliorer la qualité de vie et la sécurité du quartier, les résidents de la drève de Rivieren demandent que la commune prenne les mesures nécessaires pour réduire le trafic routier très important dans la rue notamment :

- en atténuant le passage des poids lourds,
- en instaurant un trafic à sens unique,
- en instaurant un parking le long des 2 côtés de la rue,
- en aménageant une bande de piste cyclable,
- la réouverture de tout l'avenue de la Réforme (beaucoup plus large) dans les 2 sens.

Il y a quelques semaines, une pétition a d'ailleurs été déposée dans ce sens.

Qu'en est-il du suivi de cette demande ?

Merci pour votre attention.

Mondelinge vraag van een Gemeenteraadslid - Karima Souiss - Overlast na het verkeer op Rivierendreef

De Raad neemt kennis van de mondelinge vraag van Mevrouw Karima Souiss over het verlast na het verkeer op Rivierendreef:

Mevrouwen, Mijneren, leden van het College,

Meerdere bewoners van de de Rivierendreef hebben mij aangesproken over de vervuiling die hun levenskwaliteit schaadt, over de overdreven snelheid van de voertuigen die de straat inrijden, over de bedreigde veiligheid alsook over de intense overlast die de doorgang in de twee richtingen van de automobilisten en vrachtwagens, die de de Rivierendreef nemen, met zich meebrengt, zonder rekening te houden met de nauwheid van de straat die de aanrijding van achteruitkijkspiegels van de geparkeerde auto's veroorzaakt. Ikzelf heb dit twee maal meegemaakt.

Om de levenskwaliteit en de veiligheid van de buurt te verbeteren, vragen de bewoners van de de Rivierendreef dat de gemeente de nodige maatregelen treft om het wegverkeer zeer aanzienlijk te verminderen, met name:

- door vermindering van de doortocht van de zware voertuigen;
- door een éénrichtingsverkeer in te stellen;
- door parking over de hele lengte, langs beide kanten van de straat te voorzien;
- door de inrichting van een fietsstrook;
- door de heropening van de Hervormingslaan (veel breder) in de 2 richtingen.

Bovendien werd er twee weken geleden een petitie hieromtrent ingediend.

Hoe ver staat de opvolging van deze aanvraag?

Bedankt voor uw aandacht.

1 annexe / 1 bijlage

2019.06.27 - QuestionRivierenSouiss.pdf

34 **Question orale d'un Conseiller Communal - Karima Souiss - Danger des bornes de recharges électriques**

Le Conseil prend connaissance de la question orale de Mme Karima Souiss, Conseillère Communale, concernant le danger des bornes électriques pour recharger les voitures :

Mesdames, Messieurs,

Nous avons vu pousser, ces derniers temps, des bornes de recharge électriques pour les véhicules à quelques endroits sur le territoire de la commune et notamment à la rue Vanderveken en face du hall des sports.

Conscients que l'objectif est d'améliorer la qualité de l'air à Bruxelles vers une mobilité plus verte et que la formule ouvre des perspectives sur le plan écologique, technique et économique, il en demeure pas moins, qu'il est important d'analyser l'endroit de l'installation de celles-ci.

Celle de la rue Vanderveken occupe 2 anciens emplacements de voitures.

Les riverains se plaignaient déjà du manque de place autour du hall des sports et principalement lors d'évènements qui se déroulent tout au long de l'année.

Et surtout, si vous avez suivi les nouvelles dans les journaux télévisés concernant ce mode de recharge, vous n'êtes alors pas sans savoir le danger que cela représente (2 cas d'explosion se sont déroulés récemment pendant le chargement occasionnant de lourds dégâts).

La borne qui se situe à la rue Vanderveken est à 2 mètres des habitations.

Si l'incident devait se produire, ce sont non seulement les voitures stationnées à côté mais également les maisons et leurs habitants qui seraient touchés.

Avant que les membres du Collège ne prenne cette décision, les riverains ont-ils été concertés ?

Si oui, quand ?

Y a-t-il eu une étude réalisée par des professionnels concernant les dangers de l'implantation de ces bornes à certains endroits ?

Si oui, quand ?

Merci pour votre attention.

Mondelinge vraag van een Gemeenteraadslid - Karima Souiss - Gevaar van laadstations

De Raad neemt kennis van de mondelinge vraag van Mevrouw Karima Souiss, over het gevaar van de laadstations:

Mevrouwen, Mijnheren,

We hebben de laatste tijd de elektrische laadpalen voor voertuigen op enkele plaatsen op het grondgebied van de gemeente zien verschijnen en in het bijzonder in de Vandervekenstraat tegenover de sporthal.

Bewust zijnde dat het doel is de luchtkwaliteit in Brussel te verbeteren naar een groenere mobiliteit en dat de formule perspectieven opent op het ecologische, technische en economische plan, neemt het

niet weg dat het belangrijk is de installatieplaats van deze te analyseren.

Deze in de Vandervekenstraat neemt 2 oude autoparkeerplaatsen in.

De buurtbewoners klagen nu al over het gebrek aan plaats rondom de sporthal en vooral bij evenementen die gedurende het hele jaar gehouden worden.

Indien u het nieuws op het televisiejournaal betreffende deze oplaadmanier heeft gevolgd, weet u dan ook dat dit niet zonder gevaar is (recentelijk zijn er 2 ontploffingen tijdens het opladen geweest, veroorzakende zware schade).

De paal die zich in de Vandervekenstraat bevindt, bevindt zich op 2 meter van de woningen.

Indien het incident zich zou voordoen zijn het niet enkel de geparkeerde wagens maar eveneens de huizen en haar bewoners die geraakt zouden worden.

Is er overleg gepleegd met de bewoners alvorens de leden van het College deze beslissing hebben genomen?

Zo ja, wanneer?

Is er een studie door professionelen uitgevoerd betreffende de gevaren van de installatie van deze palen op bepaalde plaatsen?

Zo ja, wanneer?

Bedankt voor uw aandacht.

1 annexe / 1 bijlage

2019questionBornesSouiss.pdf

35 **Question orale d'un Conseiller Communal - Karima Souiss - Augmentation du prix de l'accueil extra-scolaire**

Le Conseil prend connaissance de la question orale de Mme Karima Souiss, Conseillère Communale, concernant l'augmentation du prix de l'accueil extra-scolaire :

Mesdames, Messieurs membres du Collège,

L'accueil extrascolaire est un droit de l'enfant au même titre que le droit d'aller à l'école.

Pourquoi ?

Parce qu'il joue un rôle important en stimulant d'autres compétences telles que le vivre ensemble, la gestion des conflits, etc ...

Il a également un rôle éducatif central pour le développement et l'épanouissement de l'enfant.

Afin de garantir l'égalité réelle entre élèves, afin d'éviter que l'éducation ne constitue un coût à charge des parents et de lutter contre l'écartement de certains élèves en alourdissant inutilement la facture présentée aux parents, nous proposons de mettre en œuvre une véritable gratuité progressive dans l'enseignement maternel qui intégrerait les garderies du matin, midi et soir dans un premier temps et pourquoi pas les repas chauds de midi dans un second temps.

Sachant qu'une famille débourse en moyenne entre 180 et 200 euros/mois par enfant qui prend un repas chaud et reste en garderie toute la semaine.

A ce titre et dans le cadre d'un projet pilote (circulaire 6622) introduit par la Ministre de l'égalité des chances, des repas chauds ont été distribués gratuitement à plus de 4.000 enfants de 78 écoles de l'enseignement maternel durant l'année scolaire 2017-2018.

En ce qui concerne la décision du Collège d'augmenter les tarifs des garderies à partir de la rentrée scolaire 2019, option contre laquelle je m'étais fermement opposée durant la précédente législature,

1. Quels sont les éléments ayant motivé celle-ci ?
2. A quelle montant le Collège évalue-t-il les économies induites par cette décision ?

Merci pour les réponses que vous voudrez bien nous fournir.

Mondelinge vraag van een Gemeenteraadslid - Karima Souiss - Prijsverhoging voor buitenschoolse opvang

De Raad neemt kennis van de mondelinge vraag van Mevrouw Karima Souiss over de prijsverhoging voor buitenschoolse opvang:

Dames, Heren,
Leden van het Schepencollege,

De buitenschoolse kinderopvang is een kinderrecht evenals het recht om naar school te gaan.
Waarom ?

Omdat het belangrijk is andere vaardigheden te stimuleren zoals het gemeenschapsleven, conflictbeheer, enz...

Het heeft ook een cruciaal pedagogische taak bij de ontwikkeling en zelfontplooiing van het kind.

Om de daadwerkelijke gelijkheid onder leerlingen te garanderen en te vermijden dat de opvoeding tot kosten leidt voor de ouders, of tot verwijdering van sommige leerlingen door onnodige prijsverhogingen toe te passen, stellen wij voor om progressief een echt kosteloos kleuteronderwijs op te bouwen met, om te beginnen inbegrip van de opvang 's ochtends, 'smiddags en 'savonds en in een volgend stadium, waarom niet, warme maaltijden tijdens de middagpauze.

Wetende dat een gezin gemiddeld 180,00€ à 200,00 € betaalt/per maand/per kind dat een warme maaltijd nuttigt en een hele week in de opvang blijft.

In dat opzicht en in het kader van een pilootproject (omzendbrief 6622) ingevoerd door de Minister van Gelijke Kansen, werden gratis warme maaltijden bezorgd aan 4.000 leerlingen van 78 scholen in het basisonderwijs tijdens het schooljaar 2017-2018.

Wat betreft de Collegebeslissing om de tarieven van de opvang te verhogen bij het nieuwe schooljaar vanaf september 2019, een keuze waartegen ik me krachtig heb verzet tijdens de vorige legislatuur,

1. Welke elementen motiveren deze beslissing ?
2. Hoeveel denkt het College te besparen met deze beslissing ?

*1 annexe / 1 bijlage
réponse prix garderie.pdf*

36 Question orale d'un Conseiller Communal - Erik Vandenberghe - Parking sauvage avenue JS Bach

Le Conseil prend connaissance de la question orale de M. Erik Vandenberghe, Conseiller Communal, concernant le parking sauvage avenue JS Bach :

Cher Bourgmestre, chers Echevins,

Depuis peu de temps, un stationnement sauvage est observé dans la première moitié de l'avenue J.S. Bach (à hauteur du n° 21).

Il y a constamment de petites fourgonnettes et camionnettes avec des plaques d'immatriculation

roumaines et polonaises.

Le même problème se présentait auparavant au clos des Musiciens ; le problème a été résolu depuis que cette rue est devenue zone bleue.

En fait, le problème a juste été déplacé.

Les habitants de l'avenue J.S. Bach m'ont demandé de questionner à ce sujet le Conseil Communal, étant donné les perturbations que ce phénomène génère.

Existe-t-il un plan à court et à long terme en matière de politique de stationnement pour toute la commune?

Cela n'a aucun sens de déplacer un problème d'un quartier à un autre.

Mondelinge vraag van een Gemeenteraadslid - Erik Vandenberghe - Wildparkeren op JS Bachlaan

De Raad neemt kennis van de mondelinge vraag van de Heer Erik Vandenberghe over de wildparkeren op JS Bachlaan:

Geachte Burgemeester en College van Schepenen,

Sinds korte tijd wordt er wildgeparkeerd in de eerste helft van de J.S. Bachlaan (ingang gezien vanuit Building 21).

Er staan constant kleine busjes en bestelwagens met een Roemeens en Pools kenteken.

Vroeger stelde het probleem zich in de Muzikantengaarde.

Sinds daar een Blauwe Zone werd geïnstalleerd, is het probleem opgelost.

Het probleem heeft zich nu dus degelijk verplaatst.

De inwoners hebben me gevraagd om hier een vraag over te stellen in de gemeenteraad, gezien het storend karakter hiervan.

Is er een plan op korte en lange termijn wat betreft het parkeerbeleid voor de hele gemeente?

Het heeft geen zin van problemen zomaar van de ene wijk naar de andere te verplaatsen.

1 annexe / 1 bijlage

réponse parking sauvage av JS Bach.pdf